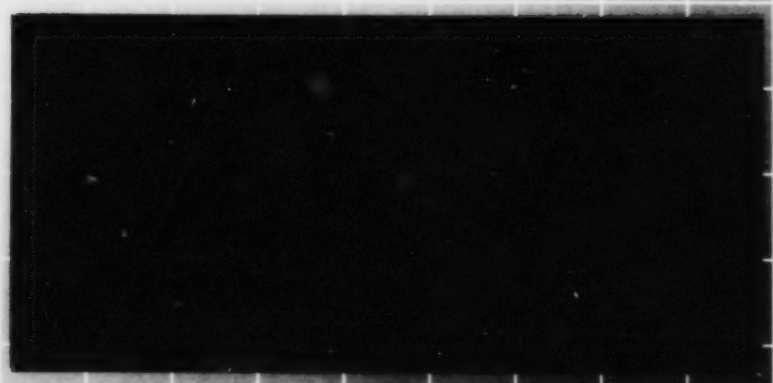
Economic Council
of Canada

Conseil économique
du Canada



Working Paper
Document de travail

92-04904/

Document de travail n° 5

La concentration dans le secteur financier canadien

La situation en 1987

Andrée Mayrand

1990

ISSN 1180-3495

La concentration dans le secteur financier canadien

Les résultats contenus dans la présente étude demeurent l'entière responsabilité de l'auteur et, en tant que tels, n'ont pas reçu l'adhésion des membres du Conseil économique du Canada.

Table des matières

Avant-propos	vii
Résumé	ix
Remerciements	xi
Avis au lecteur	xiii
Introduction	1
Méthodologie et résumé des résultats de l'étude portant sur la période 1967-1984	3
Mesures de concentration	7
Les banques de données	8
L'évolution de la concentration de 1967 à 1984 : un résumé	12
La petite histoire du système financier : 1984-1987	14
Estimations des niveaux de concentration : 1984-1987	19
La concentration des actifs	19
La concentration par marché	23
La concentration de la propriété	44
Conclusion	46
Appendice	47
Notes	63
Liste des graphiques et des tableaux	65

Avant-propos

Depuis plusieurs années, le Conseil économique du Canada porte un vif intérêt au fonctionnement du système financier canadien. Récemment, il publiait un rapport de synthèse, *Le nouvel espace financier* (juin 1989), ainsi qu'un rapport de recherche, *Les marchés financiers canadiens et la mondialisation* (janvier 1990) qui présentaient une analyse approfondie de la performance du système financier canadien dans le contexte de la mondialisation des marchés financiers et de l'innovation financière, deux tendances qui se sont nettement accentuées ces dernières années.

Afin de relever le défi que posent ces nouvelles forces, le Conseil a formulé des recommandations visant à trouver un équilibre entre, d'une part, l'ouverture des marchés financiers à la concurrence internationale et l'accès aux services financiers d'un bout à l'autre du pays et, d'autre part, le maintien de la rentabilité des institutions financières et de la stabilité des marchés financiers.

Dans le contexte général de l'intégration mondiale des marchés financiers, plusieurs questions nationales qui préoccupent depuis longtemps les Canadiens prennent une nouvelle importance. L'une d'entre elles concerne la concentration des activités dans les mains de quelques grandes institutions et son impact sur la concurrence.

Ce document présente l'évolution des niveaux de concentration dans l'industrie des services financiers au Canada durant la période 1984-1987. Il jette un éclairage nouveau sur la question car l'auteur utilise une approche « firme par firme » contrairement à une approche traditionnelle dite de « groupe institutionnel ». La méthode utilisée permet de tenir compte du chevauchement des activités d'institutions qui traditionnellement appartenaient à des groupes distincts.

L'auteur montre que certains groupes financiers diversifiés qui chapeautent, par exemple des sociétés de fiducie, des assureurs ou des coopératives de crédit, ont augmenté leurs parts de marché. Des banques à charte demeurent néanmoins, dans plusieurs marchés, les joueurs les plus importants dans une industrie canadienne plutôt concentrée.

Dans le contexte actuel de la planétarisation des marchés financiers, les institutions peuvent cependant exercer leurs activités dans des marchés intérieurs très concentrés tout en étant continuellement menacées par la concurrence étrangère. L'impact de la concentration intérieure sur la concurrence dans des marchés financiers étroitement intégrés au niveau mondial reste toujours sans réponse. Les futurs chercheurs doivent relever le défi d'y répondre.

Les organismes de réglementation dans leur évaluation du niveau de concurrence et de concentration sur des marchés financiers spécifiques et de l'impact potentiel des fusions, acquisitions et alliances, devraient prendre en considération la concurrence aussi bien internationale qu'intérieure.

Il convient de noter que même si cette étude a été réalisée sous les auspices du Groupe Finance Internationale, les résultats demeurent l'entière responsabilité de l'auteur et, en tant que tels, n'ont pas été nécessairement approuvés par les membres du Conseil économique.

Judith Maxwell
Présidente

Résumé

Cette étude a pour objet de mesurer la concentration dans l'industrie canadienne des services financiers en 1987 et d'analyser son évolution depuis 1984. Elle constitue une mise à jour d'une étude précédente qui portait sur la période 1967-1984. Les activités de prêts hypothécaires et des assureurs-vie sont considérées.

La principale conclusion est que la part des quatre entreprises les plus importantes, souvent des banques à charte canadiennes, a continué de régresser sur tous les marchés étudiés sauf celui des prêts hypothécaires mais que le nombre d'institutions qui représentaient 80 % des actifs totaux en 1987 est inférieur à celui qu'on avait enregistré trois ans auparavant.

Alors que ces deux mesures descriptives ainsi que d'autres mesures statistiques de la concentration menaient toutes à la même conclusion sur la période 1979-1984, c'est-à-dire une diminution de la concentration des actifs, des prêts non hypothécaires et des dépôts, ce n'est pas le cas pour la période 1984-1987. La diminution du nombre d'entreprises nécessaires pour contrôler 80 % du marché et la part réduite des quatre plus grandes entreprises illustrent la rapide restructuration que connaît l'industrie des services financiers. La vague de fusions et d'acquisitions enregistrée durant cette période n'a cependant pas été assez importante pour faire augmenter la concentration qui peut être qualifiée de relativement élevée. Néanmoins, elle a permis à certains groupes financiers de se renforcer au point qu'ils ont accrû leur part de marché significativement sans toutefois, sauf dans le marché des prêts hypothécaires, avoir pris place dans le quatuor de tête. Celui-ci demeure généralement formé de quatre banques canadiennes.

Aujourd'hui, les institutions non bancaires et les groupes financiers dont ils font partie semblent être, du moins en termes de taille, plus en mesure de concurrencer les banques canadiennes qu'il y a quelques années. Nous réitérons ici une conclusion de l'étude précédente à savoir que la baisse des niveaux de concentration pourrait s'avérer de courte durée si l'essor des groupes financiers devait s'accélérer par le biais de fusions ou d'acquisitions. La présente étude montre que ce processus est enclenché.

Remerciements

Je tiens à remercier sincèrement Luc Filion du Conseil qui a effectué avec diligence et célérité le traitement informatique des données ainsi que les membres et les responsables de l'équipe Finance Internationale qui ont commenté les résultats de cette étude.

Avis au lecteur

Nous avons utilisé dans les tableaux les symboles suivants, employés par Statistique Canada :

.. chiffre non disponible
... n'ayant pas lieu de figurer
-- infime
- néant ou zéro.

Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total.

Il faut aussi noter que les données nécessaires à l'estimation par l'auteur des niveaux de concentration tels que présentés dans les tableaux 4 à 12 et les graphiques 2 à 5 proviennent principalement des documents suivants : Gazette Officielle du Canada; Rapport du Surintendant des Institutions financières Canada; Rapport de l'Inspecteur des Institutions financières Canada -- diverses provinces; « Canadian Co-operative Credit Society, List of the 100 largest local credit unions in Canada »; ainsi que des rapports annuels de compagnies. De plus, les données non publiées nous ont été fournies par le Mouvement Desjardins (liste des 100 plus grandes caisses populaires) et par le Surintendant des Institutions financières (Ventilation actifs totaux VS domestiques).

INTRODUCTION

Durant les 20 dernières années, les actifs des institutions financières du Canada ont crû à un rythme très rapide. En 1967, l'actif de l'industrie des services financiers était légèrement inférieur à 75 milliards de dollars alors qu'il s'élevait à près de 950 milliards de dollars en 1987, ce qui correspond à un taux de croissance annuel de 13,6 %. En comparaison, le rythme de croissance annuel des actifs des sociétés non financières, qualifié de « phénoménal » par Statistique Canada, fut de 11 % durant la période 1965-1986[1]. Depuis 1967, le système financier a aussi connu une importante restructuration, et ce surtout depuis le début des années 80. On a, entre autres choses, assisté à une forte croissance des groupes financiers dont la structure organisationnelle permet de regrouper une panoplie de différents types d'institutions financières. Les actifs de ces groupes financiers ont connu un taux d'augmentation annuel de près de 23 % de 1979 à 1987 comparativement à 10 % pour l'ensemble des intermédiaires financiers. Ces phénomènes ont suscité maintes inquiétudes quant à leur impact sur la concentration dans le secteur financier.

Cette étude a pour objet de mesurer la concentration dans l'industrie canadienne des services financiers en 1987 et d'analyser son évolution depuis 1984. Elle constitue une mise à jour d'une étude précédente qui portait sur la période 1967-1984. Depuis 1984, des modifications du cadre réglementaire permettant la propriété croisée de certains types d'institutions financières et des pressions à la diversification ont amené de nombreuses institutions canadiennes à en acquérir d'autres, à se fusionner et à forger des alliances. Mais cette restructuration du système financier a-t-elle été assez importante pour amener une hausse de la concentration dans l'industrie des services financiers ?

L'étude est divisée en trois parties. La première présente brièvement la méthodologie utilisée et résume les principaux résultats de l'étude précédente. La seconde décrit la « petite histoire », souvent tumultueuse, de l'industrie de 1984 à 1987. La troisième et la plus longue partie de l'étude présente les estimations des niveaux de concentration des actifs, des prêts hypothécaires, des autres prêts et des dépôts pour l'année 1987 et compare les résultats avec ceux obtenus par l'année 1984.

Si plusieurs s'interrogent sur l'ampleur de la concentration c'est que la perception économique classique laisse planer au-dessus de toute industrie concentrée la malédiction de comportements non concurrentiels.

L'absence de concurrence amène des coûts plus élevés, une diminution des choix offerts aux consommateurs et une diminution des innovations.

Si on accepte ce qui apparaîtra à certains comme une tautologie, c'est-à-dire qu'une industrie concentrée est généralement formée de firmes de taille élevée, alors il existe un certain nombre de facteurs qui peuvent jouer en faveur d'une industrie concentrée et quelque peu compenser pour les effets néfastes en terme de concurrence. Il se peut qu'une grande taille permette à une institution financière de profiter d'économies d'échelle et d'économies de portée[2]. D'importantes ressources financières peuvent aussi permettre à une institution d'investir plus facilement dans de nouvelles technologies. Il se peut aussi que de grandes institutions financières aux activités diversifiées puissent mieux résister à l'instabilité de certains marchés. La diversification peut, en théorie, permettre de réduire le risque non systémique[3] sans sacrifice de rendement. La diversification n'est pas aussi facilement accessible aux petites firmes. Il faut enfin noter qu'il se peut qu'une grande taille confère un avantage concurrentiel aux institutions oeuvrant sur le marché international où les principaux joueurs sont de très grande taille.

Il faut ajouter qu'un haut niveau de concentration ne réduit pas forcément la concurrence, malgré une forte présomption en ce sens. En effet, d'après la « théorie des oligopoles parfaitement accessibles », les entreprises oeuvrant dans un marché concentré pourraient avoir un comportement compétitif s'il n'existait aucune entrave à l'entrée ou à la sortie de l'industrie.

Finalement, il faut noter que dans le contexte actuel de la planétarisation des marchés, des institutions financières pourraient exercer leurs activités dans des marchés intérieurs très concentrés tout en étant continuellement menacées par la concurrence étrangère.

MÉTHODOLOGIE ET RÉSUMÉ DES RÉSULTATS DE L'ÉTUDE PORTANT SUR LA PÉRIODE 1967-1984

La méthodologie utilisée afin de mesurer la concentration dans l'industrie des services financiers en 1987 est identique à celle utilisée dans l'étude portant sur la période 1967-1984[4], quoique certains calculs supplémentaires aient été effectués dans la présente étude. Puisqu'une description détaillée de la méthodologie et de ses caveat a déjà été publiée, seuls les éléments essentiels à la compréhension de l'analyse des résultats sont présentés ici.

Trois concepts de concentration sont retenus soit la concentration des actifs, la concentration par marché (prêts hypothécaires, autres prêts et dépôts) et la concentration de la propriété. Si la concentration de l'actif est révélatrice du pouvoir que détiennent les institutions financières en raison de leur taille, le degré de concentration du marché nous renseigne davantage sur leur capacité de contrôler le prix, les quantités et les caractéristiques des services offerts. Le concept de concentration de la propriété n'avait pas été retenu dans la précédente étude. Durant les dernières années, les questions relatives à la concentration de la propriété, spécialement celles liées à la propriété des institutions financières par des firmes commerciales, ont pris tellement d'ampleur dans les débats publics que nous avons crû bon d'effectuer quelques calculs supplémentaires pour les années 1984 et 1987. Un secteur peut être très concentré en terme d'actifs totaux et/ou de marché et l'être beaucoup moins en terme de propriété si le capital-actions des grandes firmes est largement réparti.

Lorsque l'on traite de concentration dans le système financier, la base d'analyse qui est souvent employée est le groupe institutionnel. On s'interroge par exemple sur les parts de marché de l'ensemble des banques. Les résultats d'une telle approche où l'on constate l'importance relative de principaux groupes d'institutions financières sont présentés au tableau 1. On y remarque aisément la part prépondérante qu'occupent les banques à charte en terme d'actifs totaux, de prêts et de dépôts. On constate aussi que les sociétés de fiducie et les caisses locales d'épargne et de crédit ont fait depuis 1967 des gains importants aux dépens principalement des assureurs-vie et des sociétés de finance. Aujourd'hui, des entreprises appartenant à des catégories d'institutions différentes sont bien souvent en concurrence sur les mêmes marchés. C'est pourquoi cette

Tableau 1-A

Importance relative des principaux groupes d'institutions financières, en pourcentage, 1967, 1979, 1984 et 1987[1]

	Actifs totaux				Prêts hypothécaires			
	1967	1979	1984	1987	1967	1979	1984	1987
Banques à charte (annexes A et B)	42,2	54,3	56,2	51,4	6,6	22,6	30,8	35,4
Sociétés de fiducie	5,8	7,9	8,1	9,5	18,9	27,6	27,2	29,4
Sociétés de prêts hypothécaires[2] non liées aux banques	3,7	2,5	1,2	0,6	16,2	9,7	4,2	0,9
Caisses locales d'épargne et de crédit	4,5	6,4	5,6	5,8	7,6	15,4	15,9	14,6
Caisses centrales d'épargne et de crédit	0,6	1,2	1,4	1,4	0,3	0,3	0,2	0,1
Sociétés financières	6,0	3,3	2,0	2,1	..	1,2	0,5	0,3
Sociétés de crédit-bail	..	0,4	0,4	0,5	..	-	-	-
Sociétés de financement des entreprises	..	2,0	1,0	0,8	..	0,9	0,3	0,3
Sociétés d'investissement[3]	3,7	1,1	1,3	3,1	0,1	1,6	1,0	1,5
Assureurs-vie	23,4	10,4	11,3	12,7	47,0	15,5	15,8	15,0
Caisses séparées des assureurs-vie	..	1,3	1,4	1,6	..	1,3	1,0	0,6
Assureurs généraux	3,1	2,4	2,3	2,7	0,2	0,4	0,3	0,3
Courtiers en valeurs mobilières	1,0	1,5	1,4	1,6	...	...	...	...
Régimes de pension en fiducie[4]	6,1	5,1	6,2	6,1	..	3,3	2,4	1,4

Tableau 1-B

Importance relative des principaux groupes d'institutions financières, en pourcentage, 1967, 1979, 1984 et 1987[1]

	Prêts commerciaux				Prêts personnels			
	1967	1979	1984	1987	1967	1979	1984	1987
Banques à charte (annexes A et B)	99,4	88,6	84,2	85,6	55,2	71,5	70,3	72,5
Sociétés de fiducie	..	0,6	2,0	2,6	..	2,5	5,3	8,7
Sociétés de prêts hypothécaires[2] non liées aux banques	..	0,3	1,1	0,1	..	0,2	2,5	0,2
Caisses locales d'épargne et de crédit	0,4	0,7	2,7	5,3	16,8	17,0	14,3	13,3
Caisses centrales d'épargne et de crédit	0,2	0,4	1,1	1,6	...	...	...	...
Sociétés financières	..	6,9	2,9	0,2	20,0	4,2	1,8	1,2
Sociétés de crédit-bail	..	0,4	0,1	0,4	...	...	...	...
Sociétés de financement des entreprises	..	8,2	6,0	4,4	..	--	--	--
Sociétés d'investissement[3]	...	...	...	...	...	...	...	...
Assureurs-vie	...	...	...	...	7,9	4,5	5,8	4,1
Caisses séparées des assureurs-vie	...	...	...	...	...	...	...	...
Assureurs généraux	...	...	...	...	...	...	...	...
Courtiers en valeurs mobilières	...	...	...	...	...	...	...	...
Régimes de pension en fiducie[4]	...	...	...	...	...	...	...	...

Tableau 1-C

Importance relative des principaux groupes d'institutions financières, en pourcentage, 1967, 1979, 1984 et 1987[1]

	Prêts personnels et commerciaux				Dépôts totaux			
	1967	1979	1984	1987	1967	1979	1984	1987
Banques à charte (annexes A et B)	78,1	81,4	78,7	79,5	75,0	66,1	64,7	61,1
Sociétés de fiducie	..	1,4	3,3	5,4	15,1	16,3	18,3	22,1
Sociétés de prêts hypothécaires[2] non liées aux banques	..	0,3	1,6	0,1	7,9	3,6	2,4	1,6
Caisses locales d'épargne et de crédit	8,3	7,6	7,2	9,0	0,7	11,9	12,5	12,9
Caisses centrales d'épargne et de crédit	0,1	0,2	0,7	0,8	1,3	2,1	2,2	2,2
Sociétés financières	9,7	2,2	2,5	0,7	...	...	...	...
Sociétés de crédit-bail	..	0,2	--	0,2	...	...	...	...
Sociétés de financement des entreprises	..	4,7	3,6	2,3	...	...	...	...
Sociétés d'investissement[3]	...	...	...	...	...	...	...	...
Assureurs-vie	3,8	1,9	2,3	1,9	...	...	...	...
Caisses séparées des assureurs-vie	...	...	...	...	...	...	...	...
Assureurs généraux	...	...	...	...	...	...	...	...
Courtiers en valeurs mobilières	...	...	...	...	...	...	...	...
Régimes de pension en fiducie[4]	...	...	...	...	...	...	...	...

Tableau 1 – Notes

1 Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre à 100 %.
2 La variation importante de certains postes entre 1984 et 1987 est due au fusionnement au début de 1986, de deux sociétés de fiducie et de deux sociétés de prêts hypothécaires, dans une nouvelle entité légale incluse dans le groupe des sociétés de fiducie.
3 Les sociétés d'investissement comprennent les fonds mutuels et les sociétés de placement à capital fixe.
4 Données de 1986.

Source *Revue de la Banque du Canada*, diverses années; Statistique Canada, *Institutions financières, statistiques financières*, n° 61-006, diverses années; Statistique Canada, *Régime des pensions en fiducies*, n° 74-201, diverses années; Rapport du Surintendant des Institutions financières Canada, diverses années.

étude sur la concentration utilise une approche « firme par firme ». Il s'agit de classer par ordre de grandeur les unités pertinentes, peu importe le groupe institutionnel auquel elles appartiennent, afin de déterminer dans quelle mesure l'activité se concentre dans les mains de quelques unités importantes.

Mesures de concentration

Quatre mesures de la concentration des actifs et de la concentration par marché ont été utilisées. Ce sont le ratio de concentration, l'indice de relation inverse, l'indice de Herfindahl et le coefficient de Gini.

Le ratio de concentration (RC) met en évidence la part relative des plus grandes entreprises. Il exprime le pourcentage de la valeur de la production de l'industrie (en terme d'actifs totaux, de prêts hypothécaires, etc.) répartie entre les 4, 8, 12, 20 et 50 institutions les plus importantes (RC4, RC8, etc.). L'indice de relation inverse représente le nombre de sociétés accaparant 80 % de la valeur de la production de l'industrie. Plus il est élevé moins la concentration l'est. L'indice de Herfindahl est la somme des carrés de la taille de chaque entreprise exprimée en pourcentage de la taille globale de l'industrie. La valeur de l'indice peut varier de 100 quand l'industrie ne compte qu'une seule entreprise à 0, limite inférieure vers laquelle l'indice tend quand l'industrie comporte un très grand nombre d'institutions de tailles égales. Plus l'indice de Herfindahl est élevé, plus l'industrie est concentrée.

> Aucune de ces mesures prises isolément ne peut être qualifiée de parfaite à tous les égards. Ainsi, les coefficients de concentration et de relation inverse ne tiennent pas compte du nombre total de firmes d'une industrie ni de leur distribution par ordre de taille relative. L'indice de Herfindhal, au contraire, tient compte en un seul chiffre de ces deux facteurs alors qu'il ne précise pas, comme le font les deux autres indices, la part du marché qui revient aux grandes entreprises. Il est donc indiqué d'utiliser ces trois mesures conjointement[5].

Durant la période 1967-1984, ces trois mesures, comme nous le verrons ultérieurement, montraient une évolution similaire des niveaux de concentration. Durant la période 1984-1987, les différentes mesures donnant dans certains cas des résultats contradictoires, un indice supplémentaire, le coefficient de Gini, a été utilisé. Celui-ci sert habituellement à étudier la distribution de la richesse des particuliers et des revenus des ménages. Comparativement à l'indice de Herfindahl, il a l'avantage d'être indépendant des variations du nombre d'entreprises dans le temps. Il mesure, dans le cas qui nous intéresse, l'inégalité de la répartition des actifs, des prêts hypothécaires des autres prêts et des dépôts des institutions financières. Il varie de 0, lorsqu'il y a égalité complète ou en d'autres mots, aucune concentration à 1, lorsqu'il y a complète concentration[6].

En ce qui concerne la concentration de la propriété, une simple mesure descriptive a été utilisée. Nous avons ventilé les actifs des plus importantes institutions financières selon quatre catégories de propriétaires : canadiens-capital largement réparti; canadiens-capital restreint -- sans liens commerciaux; canadiens-capital restreint -- avec liens commerciaux; étrangers.

Les banques de données

L'étude précédente portait sur les années 1967, 1979 et 1984[7]. Celle-ci porte sur l'année 1987, dernière année où une série de données par firme aussi complète que possible est disponible.

À cause de certains problèmes de disponibilité de données pour les années 1967 et 1979 et afin d'assurer une compatibilité des résultats dans le temps, quatre différentes banques de données ont été utilisées.

La banque de données A comprend les banques à charte, les sociétés de fiducie, les sociétés de prêts hypothécaires et les

assureurs-vie. Comme l'indique le tableau 2, de 1967 à 1987, ces institutions ont vu leur nombre augmenter de 52 %. Près de 45 % de cette augmentation est due à l'établissement au début des années 1980 des filiales de banques étrangères. En 1987, on recensait huit banques de l'annexe A à propriété canadienne largement diffuse, une banque canadienne de l'annexe B (propriété restreinte), 58 banques étrangères de l'annexe B, 100 sociétés de fiducie, 40 compagnies de prêts et 174 compagnies d'assurance-vie.

La banque de données B comprend, en plus, les 100 plus grandes caisses populaires et les 100 plus importantes « credit unions » alors que l'ensemble des caisses populaires et non seulement les 100 plus importantes ont été incluses dans la banque D. Dans la banque C, l'ensemble des caisses populaires a aussi été pris en considération mais les « credit unions » ne l'ont pas été.

Dépendamment du type de banque de données utilisé, de la sphère d'activités et de l'année considérés, le degré de couverture des activités de l'ensemble du système financier varie (tableau 3). Il est toujours supérieur à 75 % et, dans certains cas, dépasse même 90 %.

La récolte des données a été effectuée sur la base de chartes d'incorporation de chacune des institutions. Trois niveaux d'agrégation des données ont été retenus. Au niveau le plus élevé, le niveau 3 (liens complets de propriété et groupe financier), toutes les sociétés contrôlées par un même groupe financier diversifié ont été agrégées et traitées comme une unité. Pour les fins de cette étude, un groupe financier diversifié est un ensemble de firmes composé d'une société de portefeuille qui contrôle deux ou plusieurs institutions financières qui appartiennent à l'un des cinq types d'institutions considérés dans cette étude[8].

Quoique cette classification soit la plus appropriée pour mesurer la concentration puisqu'elle tient compte du propriétaire ultime, deux autres niveaux d'agrégation intermédiaires ont été retenus (liens évidents [niveau 1] et liens complets [niveau 2]) afin, entre autres choses, d'assurer une compatibilité des résultats dans le temps et de tenir compte que des composantes d'un même groupe financier peuvent éventuellement se concurrencer. Les calculs ont été effectués en tenant compte des activités mondiales et domestiques[9] avec ou sans ajout des fonds de successions, fiducies, et agences sous administration. Les différentes séries de calculs effectuées sont résumées d'une façon synoptique au tableau B de l'appendice.

Tableau 2

Nombre de banques, de sociétés de fiducie et de compagnies d'assurance-vie au Canada, 1967, 1979, 1984 et 1987

	Institutions à charte fédérale			
Compagnies d'assurance-vie	Canadiennes	Étrangères	T.-N	Î.-P.-É.
1967				
Banques	8	...	...	...
Sociétés de fiducie	9	...	-	-
Compagnies de prêts	12	...	-	-
Compagnies d'assurance-vie	41	81	-	-
Total	70	81	-	-
1979				
Banques	11	...	...	...
Sociétés de fiducie	25	...	-	11[3]
Compagnies de prêts	28	...	-	-
Compagnies d'assurance-vie	58	95	-	-
Total	122	95	-	11
1984				
Banques				
Annexe « A »	13	...	...	...
Annexe « B »	1	58	...	...
Sociétés de fiducie	36	...	-	14[3]
Compagnies de prêts	32	...	-	1
Compagnies d'assurance-vie	62	93	-	-
Total	202	93	-	15
1987				
Banques				
Annexe « A »	8	...	...	...
Annexe « B »	1	58	...	...
Sociétés de fiducie	32	...	1	14[3]
Compagnies de prêts	30	...	2	-
Compagnies d'assurance-vie	56	94	-	-
Total	127	152	3	14

Institutions provinciales[1]									
N.-B.	N.-É.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Total partiel	Total
...	...	...	...	...	...	...	...	...	8
1	3	18	17	5	3	4	2	53	62
-	1	3	11	-	-	-	-	15	27
-	-	22	6	-	-	-	3	31	153
1	4	43	34	5	3	4	5	99	250[2]
...	...	...	...	...	...	...	...	...	11
-	2	20	20	6	3	5	3	70	95
-	1	3	10	-	-	-	-	14	42
3	-	20	4	-	-	2	1	30	183
3	3	43	34	6	3	7	4	114	331[2]
...	...	...	...	...	...	...	...	...	13
...	...	...	...	...	...	...	...	...	59
-	1	18	16	3	4	5	3	64	100
-	1	3	7	1	-	-	-	13	45
2	-	16	4	-	-	1	2	25	180
2	2	37	27	4	4	6	5	102	397[2]
...	...	...	...	...	...	...	...	...	8
...	...	...	...	...	...	...	...	...	59
-	4	16	16	3	4	5	5	68	100
-	1	1	6	-	-	-	-	10	40
2	-	16	4	-	-	1	1	24	174
2	5	33	26	3	4	6	6	102	381

Tableau 2 – Notes

1 Conformément à un accord conclu entre l'administration fédérale et les administrations provinciales de la Nouvelle-Écosse, du Manitoba et de l'Île-du-Prince-Édouard, les sociétés de fiducie et de prêts constituées dans ces provinces sont sous la surveillance de l'administration fédérale.
2 La Banque d'Épargne de la Cité et du District de Montréal fut aussi incluse dans l'étude sur la concentration. Cette étude comprend donc en 1967, 1979 et 1984 respectivement 251, 332 et 398 institutions. En 1987, cette institution a été achetée par le groupe Laurentien et est devenue la Banque Laurentienne, banque canadienne de l'annexe B. Celle-ci est incluse dans les 381 institutions recensées. En 1984 et 1987 les 100 plus importantes caisses populaires et les 100 « credit unions » ayant été considérées, 598 et 581 institutions ont été respectivement retenues.
3 Les sociétés de fiducie de l'Île-du-Prince-Édouard n'acceptent pas de dépôts.

Source Gazette Officielle du Canada, Rapports du Surintendant des Institutions financières Canada et des surintendants des assurances de chaque province, diverses années.

L'évolution de la concentration de 1967 à 1984 : un résumé

L'industrie des services financiers, dominée durant cette période par les banques à charte, était en 1967 et demeurait encore en 1984 relativement concentrée en terme d'actifs totaux. Après s'être accentuée entre 1967 et 1979, la concentration de l'actif a cependant diminué quelque peu de 1979 à 1984. Cela était attribuable notamment à l'arrivée des banques étrangères par suite de la révision de la *Loi sur les banques* de 1980. Nous concluions cependant dans l'étude précédente que la diminution de la concentration des actifs entre 1979 et 1984 pourrait s'avérer de courte durée si l'essor des groupes financiers devait s'accélérer par le biais de fusions ou d'acquisitions.

Le niveau de concentration dans le marché des prêts hypothécaires était relativement faible alors qu'on pouvait le qualifier de relativement élevé dans le marché des dépôts et d'élevé dans le marché des prêts autres qu'hypothécaires. Cependant, tous les indices retenus montraient que la concentration avait, durant la période étudiée, diminué dans ces deux derniers marchés alors qu'elle avait augmenté sur le marché des prêts hypothécaires. Cette augmentation

Tableau 3

Degré de couverture de l'ensemble du système financier selon les différentes banques de données[1], 1967, 1979, 1984 et 1987

En pourcentage

	1967	1979		1984				1987			
	Banque de données	Banque de données		Banque de données				Banque de données			
Prêts hypothécaires	type A	type A	type C	type A	type B	type C	type D	type A	type B	type C	type D
Actifs totaux	75,1	76,4	79,3	78,2	80,7	80,8	82,6	74,2	77,2	77,2	79,3
Prêts hypothécaires	88,7	76,7	84,0	79,0	..	86,4	..	81,3	..	89,2	..
Autres prêts	81,9	85,0	87,8	85,9	..	89,6	..	86,9	..	92,0	..
Dépôts	98,0	86,0	91,6	85,4	..	91,4	..	84,8	..	91,4	..

1 Banque de données - type A : banques à charte, sociétés de fiducie, sociétés de prêts hypothécaires, assureurs-vie.
Banque de données - type B : banques à charte, sociétés de fiducie, sociétés de prêts hypothécaires et assureurs-vie, 100 plus grandes caisses populaires, 100 plus importantes « credit unions ».
Banque de données - type C : banques à charte, sociétés de fiducie, sociétés de prêts hypothécaires et assureurs-vie, toutes les caisses populaires (sans « credit unions »).
Banque de données - type D : banques à charte, sociétés de fiducie, sociétés de prêts hypothécaires et assureurs-vie, toutes les caisses populaires, 100 plus importantes « credit unions ».

Source Tableau 1 et tableau A de l'appendice.

semblait être principalement due à l'entrée massive des banques à charte dans le marché des prêts hypothécaires (voir tableau 1) suite à la révision de la *Loi sur les banques* de 1967 qui, entre autres choses, supprimait le plafonnement des taux d'intérêt et surtout permettait aux banques d'accorder des hypothèques ordinaires. Le niveau de concentration dans le marché hypothécaire demeurait néanmoins, en 1984, inférieur à celui enregistré dans les autres marchés. Les estimations des niveaux de concentration pour les années 1967, 1979 et 1984 sont pour des fins de comparaison présentées ultérieurement sous forme de tableaux avec les estimations effectuées pour l'année 1987.

LA PETITE HISTOIRE DU SYSTÈME FINANCIER : 1984-1987

Face à l'effrittement des frontières traditionnelles entre les quatre piliers du système financier, à l'essor des groupes financiers et à l'internationalisation croissante des transactions financières, le gouvernement fédéral, dans son programme de renouveau économique de novembre 1984, annonçait son intention de modifier la réglementation des institutions financières. Celle-ci n'avait pas évolué au même rythme que le système financier. En avril 1985, le gouvernement publiait un document d'étude intitulé « La réglementation des institutions financières : propositions à considérer » (Livre Vert) afin de susciter un débat public et d'amorcer le processus menant à une réponse législative à l'évolution du système financier. Pendant que ce débat public se déroulait, le secteur financier connaissait des bouleversements importants qui ont pu influencer l'évolution des niveaux de concentration de 1984 à 1987.

Le plus important d'entre eux fut sans doute les faillites au milieu de l'année 1985, de la Banque commerciale du Canada et de la Norbanque, deux banques canadiennes « régionales », situées dans l'Ouest du pays. Même si ces deux banques étaient de taille relativement faible par rapport à la majorité des autres banques canadiennes, elles se classaient respectivement en 1984 aux 28^{e} et 42^{e} rangs parmi les 343 institutions recensées (banque de données C -- niveau de propriété le plus élevé).

En plus d'avoir été marqué par les premières faillites bancaire à survenir depuis plus de 60 ans, le Canada enregistrait, la même année, les faillites de cinq sociétés de fiducie et de prêts et de deux

compagnies d'assurance générale[10].

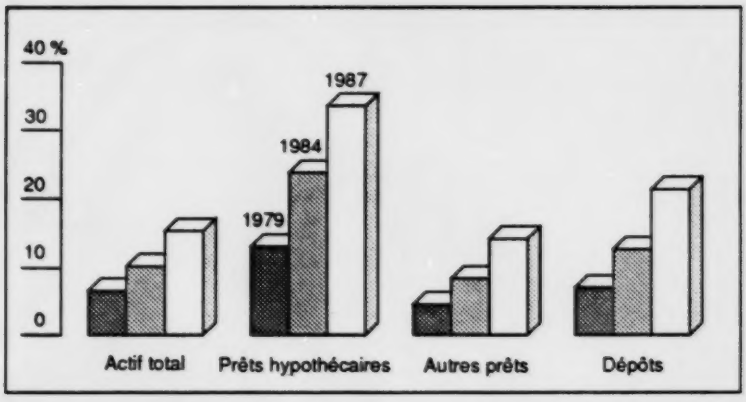
En 1984, il existait 14 banques à charte appartenant à des intérêts canadiens. En 1987, on n'en recensait plus que neuf. Outre les faillites bancaires, la Banque Morguard, une banque à capital fermé, fut acquise par la Banque Security Pacific, une banque étrangère de l'annexe B en 1985 alors qu'en 1986, la Banque Mercantile était achetée par la Banque Nationale du Canada. En 1987, deux filiales de banques étrangères, la Banque Lloyds du Canada et la Banque Hong Kong du Canada achetaient la majeure partie de l'actif de deux banques canadiennes à capital diffus, respectivement la Banque Continentale du Canada et la Banque de la Colombie-Britannique, qui avaient connu des problèmes financiers. Les Banques Lloyds et Hong Kong étaient devenues en 1987 les deux plus importantes banques étrangères au Canada occupant respectivement les 21e et 27e places parmi les 311 institutions incluses dans notre étude, au niveau de propriété le plus élevé (banque de données C).

Quoique la période 1984-1987 ait enregistré la disparition d'un nombre important de banques à charte canadiennes, il faut noter l'arrivée d'une nouvelle venue dans ce groupe, soit la Banque Laurentienne. En 1987, le Groupe La Laurentienne augmentait sa participation dans la Banque d'épargne de la Cité et du District de Montréal, l'ancêtre de la Banque Laurentienne et le statut légal de l'institution était modifié en banque à charte de l'annexe B. C'était la première fois qu'un groupe financier canadien acquérait un établissement bancaire commercial. Suite, entre autres choses, à cette acquisition, le Groupe La Laurentienne enregistrait une croissance phénoménale. Ce groupe financier ne fut cependant pas le seul à connaître une augmentation rapide de ses activités.

En 1987, on recensait 11 groupes financiers dont les composantes appartenaient à au moins deux types d'institutions retenues dans cette étude (tableau C de l'appendice). Leurs actifs s'élevaient à plus de 135 milliards de dollars, ce qui représentait plus de 15 % des actifs totaux de l'ensemble de l'industrie des services financiers[11] (graphique 1). En 1979, ce pourcentage était légèrement supérieur à 6,5 %. Il existait alors seulement sept groupes financiers soit par ordre d'importance, le Groupe Desjardins, la Corporation financière Power, le Groupe Traders, Crown Financial Group, le Groupe La Laurentienne, les Services Financiers Eaton et le Groupe Prêt et Revenu.

Graphique 1

Part des groupes financiers diversifiés dans l'actif total, les prêts et les dépôts de l'ensemble du système financier, 1979, 1984 et 1987



En 1982, un nouveau groupe financier était formé, soit Trilon Financial Corporation, qui regroupait, entre autres choses, deux importantes institutions financières, soit Royal Trustco Ltd. et London Life Insurance Co., ce qui portait, en 1984, à huit le nombre de groupes financiers. Ceux-ci s'accaparaient alors plus de 10 % des actifs de l'industrie. Il est à noter que Royal Trust est la seule société de fiducie canadienne à avoir pris une réelle expansion sur la scène internationale où elle affirme sa présence dans les principaux centres financiers d'Europe et dans les pays de la bordure du Pacifique.

De 1984 à 1987, cinq nouveaux groupes financiers diversifiés apparaissaient, alors que deux disparaissaient suite à leur acquisition par deux autres groupes financiers. La compagnie Services Financiers Eaton fut acquise par le Groupe La Laurentienne, en 1986, alors qu'en 1987, le Groupe Traders auquel appartenait la société Guaranty Trust était acquis par Central Capital Corporation (formé en 1984) qui devenait alors un groupe financier diversifié au sens de cette étude. Les quatre autres nouveaux groupes financiers étaient le Groupe Industrielle-Alliance, la Metropolitan Life Insurance Co., Financial Trustco et les Coopérants. Ces institutions existaient évidemment avant 1984, mais c'est depuis 1984 qu'elles sont devenues des groupes financiers diversifiés. Ainsi, en 1987, la Corporation

financière Industrielle-Alliance (assurance-vie) portait à 63 % sa participation dans une importante société de fiducie, le Trust général du Canada. En 1986, la Metropolitan Life Insurance Co. acquérait le groupe d'investisseurs institutionnels Morguard et, en 1987, débutait ses opérations commerciales de fiducie. En 1986, Financial Trustco acquérait Morgan Bancorp Inc. Cette acquisition comprenait celle de Morgan Trust, de Westbury Life et de NFBC Financial Services Ltd. En 1987, Financial Trustco obtint un intérêt majoritaire dans Walwynn Inc., un courtier en valeurs mobilières. Il faut toutefois noter qu'en 1988, Financial Trustco était en mauvaise posture financière et fut achetée par Central Guaranty Trustco qui appartenait à Central Capital Corporation. Finalement, c'est au printemps de 1985 que le Groupe Les Coopérants (assurances), par le biais de l'acquisition d'une participation majoritaire dans la firme Guardian Trustco Inc., devint un groupe diversifié.

En 1987, cinq des 11 groupes financiers avaient un actif supérieur à 10 milliards de dollars. Le Groupe Desjardins dont les actifs dépassaient le cap des 30 milliards de dollars comprend, entre autres choses, les caisses populaires et la caisse centrale, les fédérations, les confédérations, le Groupe Desjardins (assurance générale), l'Assurance-Vie Desjardins, La Sauvegarde Assurance-Vie, la Fiducie du Québec, la Société d'investissement Desjardins, le Crédit Industriel Desjardins, etc. Les actifs de Trilon Financial Corporation qui chapeautent Royal Trustco, London Life, Wellington Insurance Co., et de la Corporation Financière Power (Montreal Trustco, Great-West Life, le Groupe Investors) s'élevaient respectivement à 27 milliards et 26 milliards de dollars[12]. En 1986, Montreal Trust a acquis le Crédit Foncier, l'une des plus anciennes compagnies de prêts hypothécaires au Canada, ainsi que le portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels de la Banque d'Amérique Canada (banque de l'annexe B). Les actifs de la Compagnie Central Capital Corporation (Central Trust Company, Guaranty Trust Co. of Canada, The Mortgage Insurance Company of Canada, Canadian General Insurance Groupe, etc.) s'élevaient à 12,5 milliards de dollars, alors que ceux du Groupe La Laurentienne étaient de 11 milliards de dollars. La Laurentienne mutuelle d'assurance chapeaute un holding, la Corporation du Groupe La Laurentienne qui regroupe, entre autres choses, l'Impériale Compagnie d'Assurance-Vie, La Laurentienne Générale Compagnie d'Assurance Inc., et la Banque Laurentienne du Canada.

En ce qui concerne les différents marchés, c'est dans les marchés

des prêts hypothécaires que les groupes financiers s'accaparent la plus importante proportion des activités (graphique 1). Le Groupe Desjardins, le plus important des groupes financiers, est très actif dans ce marché par le biais principalement de ces caisses populaires. Les autres groupes ont tous en leur sein une société de fiducie. Ces dernières sont beaucoup plus actives dans le domaine des prêts hypothécaires que dans les autres types de prêts où elles font face à des restrictions réglementaires quant à l'ampleur de leurs activités.

Au chapitre des acquisitions et fusions, le cas de Canada Trust et de Canada Permanent Mortgage Corporation ne saurait passer inaperçu. En 1985, Genstar, une société active dans le domaine des services financiers, des services industriels, de la fabrication de matériaux de construction et du développement immobilier acquérait la dernière des grandes sociétés de fiducie à capital largement réparti -- Canada Trust -- et la fusionnait avec sa filiale à part entière -- Canada Permanent Mortgage -- l'un des plus grands joueurs sur le marché hypothécaire. En mars 1986, l'acquisition de Genstar par Imasco, l'une des plus importantes sociétés canadiennes de fabrication de produits de consommation et services, relançait le débat sur la concentration du pouvoir et amenait le public à s'interroger sur le bien-fondé des liens entre sociétés financières et commerciales.

À la fin de 1986, le gouvernement fédéral présentait son « Livre Bleu » intitulé « Le secteur financier : nouvelles directions ». Il était alors énoncé que les liens financiers-commerciaux seraient grandement restreints et que d'importantes participations minoritaires seraient exigées dans le cas où il existerait des liens commerciaux. Le gouvernement proposait, entre autres choses, l'élargissement des pouvoirs de prêts à la consommation et de prêts commerciaux des sociétés de fiducie, de prêts et d'assurance. Les institutions financières pourraient aussi, si elles le désirent, s'affilier à d'autres institutions financières par le biais d'une société de portefeuille. Alors que ce choix est déjà offert aux sociétés d'assurance (non mutuelle) et aux sociétés de fiducie, il est nouveau pour les banques. Si cette proposition était acceptée, on pourrait assister à une augmentation de la concentration des actifs.

Depuis cet énoncé de politique, très peu a été fait car les propositions concernant la propriété des institutions financières ont soulevé un tollé de protestations. Une seule proposition, liée à l'élargissement

des pouvoirs, a été mise en vigueur, soit la possibilité pour les institutions financières de posséder des filiales de courtage en valeurs mobilières. En effet, depuis le 1er juillet 1987, les institutions financières canadiennes peuvent détenir 100 % des actions d'une entreprise de valeurs mobilières. Aujourd'hui, toutes les grandes banques canadiennes, que ce soit par le biais d'acquisitions ou de l'établissement de novo, détiennent des filiales de courtage en valeurs mobilières. Il reste très peu de grands courtiers en valeurs mobilières indépendants.

Le Gouvernement du Québec a une longueur d'avance dans le processus de décloisonnement. Il a modifié sa *Loi sur les assurances* en 1984 et sa *Loi sur les sociétés de fiducie* en 1987 afin d'élargir leurs pouvoirs directs ainsi que la gamme d'activités qui peuvent être entreprises par le biais de filiales.

Le bref historique qui vient d'être fait illustre la restructuration du système financier et peut laisser croire à certains que la concentration a augmenté de 1984 à 1987. La prochaine section, à l'aide d'estimations quantitatives, apporte des précisions à ce sujet.

ESTIMATIONS DES NIVEAUX DE CONCENTRATION : 1984-1987

Les estimations des niveaux de concentration sont présentées en trois volets : la concentration des actifs totaux, la concentration par marché et la concentration de la propriété.

La concentration des actifs

Peu importe le niveau de propriété et la banque de données retenues, la part de l'actif détenu par les quatre plus importantes institutions financières au pays, en l'occurrence des banques appartenant à des intérêts canadiens, a continué de diminuer de 1984 à 1987 (tableau 4). Au niveau de propriété ultime et en considérant la banque de données la plus complète qui offre une possibilité de comparer les résultats depuis 1979 (type C), les quatre plus importantes institutions ont vu leur part diminuer de 5 points de pourcentage de 1984 à 1987. Elles s'accaparaient, en 1987, 45,4 % des actifs totaux. Le secteur financier canadien se caractérise donc encore, en 1987, par une concentration relativement élevée de l'actif.

Tableau 4

Indices de concentration dans le secteur financier[1], 1967, 1979, 1984 et 1987 - *Actifs totaux mondiaux - sans SFA*

	Coefficients de concentration					Indice de Herfindahl	Indice de relation inverse	Description du niveau de concentration
	CR4	CR8	CR12	CR20	CR50			
Liens de propriété évidents, sans CP[2], sans CU[3]								
- 1967	46,4	64,1	72,9	83,9	95,9	6,93	17	relativement élevé
- 1979	54,8	73,1	79,6	87,1	96,5	9,07	13	relativement élevé
- 1984	52,2	68,0	74,9	83,0	93,5	8,07	17	relativement élevé
- 1987	47,2	65,9	75,4	84,3	93,8	7,10	16	relativement élevé
avec 100 CP, 100 CU								
- 1984	50,5	65,9	72,6	80,4	90,7	7,59	20	relativement élevé
- 1987	45,8	63,9	73,0	81,7	91,0	6,66	18	relativement élevé
Liens complets de propriété, sans CP, sans CU								
- 1979	54,8	73,1	79,6	87,1	96,6	9,07	13	relativement élevé
- 1984	52,2	68,0	74,9	83,0	94,0	8,07	17	relativement élevé
- 1987	47,2	65,9	75,4	84,9	94,2	7,11	16	relativement élevé
avec 100 CP, 100 CU								
- 1984	50,5	65,9	72,6	80,4	91,1	7,59	20	relativement élevé
- 1987	45,8	63,9	73,1	82,2	91,3	6,68	18	relativement élevé

Liens complets de propriété et groupes financiers, sans CP, sans CU								
- 1979	54,8	73,0	80,0	87,5	97,0	9,07	12	relativement élevé
- 1984	52,2	68,9	76,4	84,3	94,7	8,13	16	relativement élevé
- 1987	47,2	67,1	77,7	87,4	95,3	7,25	14	relativement élevé
avec 100 CP, 100 CU								
- 1984	50,3	66,4	73,7	81,6	93,8	7,61	19	relativement élevé
- 1987	45,8	65,0	75,3	85,7	94,7	6,83	16	relativement élevé
Ensemble du Groupe Desjardins, sans CU								
- 1979	53,1	72,1	79,5	87,5	97,1	8,63	13	relativement élevé
- 1984	50,4	68,4	76,2	84,5	94,9	7,75	16	relativement élevé
- 1987	45,4	65,4	77,6	87,6	95,5	6,88	14	relativement élevé
avec 100 CU								
- 1984	49,1	66,6	74,3	82,4	94,2	7,39	18	relativement élevé
- 1987	44,5	64,2	76,0	85,9	95,0	6,62	15	relativement élevé

1 Tel que défini dans cette étude.
2 CP : caisses populaires.
3 CU : « credit unions ».

À titre de comparaison, les niveaux de concentration des 33 industries principales non financières sont présentés au tableau D de l'appendice. La concentration dans le système financier semble relativement plus élevée que dans la plupart de ces secteurs. Ainsi, en 1986, seulement neuf de ces 33 secteurs avaient un RC4 supérieur à celui de l'industrie des services financiers.

Pour la période comprise entre 1979 et 1984, les trois indices de concentration utilisés (ratio de concentration, indice de Herfindahl et indice de relation inverse) conduisaient tous à la même conclusion, soit une baisse du niveau de concentration. Tel n'est pas le cas pour la période 1984-1987. Alors que la diminution de la part des quatre plus grandes institutions et la diminution du coefficient d'Herfindahl laissent croire à une diminution de la concentration, le coefficient de relation inverse a subi une diminution indiquant une augmentation de la concentration. La réduction de 16 à 14 du nombre d'institutions qui s'accaparent 80 % du marché accompagnée de la diminution de la part de marché des quatre plus grandes firmes témoignent de la rapide restructuration qu'a connue l'industrie des services financiers de 1984 à 1987. La récente vague de fusions et d'acquisitions semble avoir permis aux groupes financiers diversifiés de croître suffisamment pour accroître significativement leurs parts de marché, sans toutefois lorsque pris individuellement avoir pu prendre place dans le quatuor de tête. En d'autres mots, certaines institutions non bancaires ont vu leurs actifs augmenter plus rapidement que ceux des quatre plus grandes banques mais leurs tailles demeurent néanmoins inférieures à celles des plus grandes banques lorsque ce sont les actifs mondiaux sans ajout des fonds de successions, fiducie et agences (SFA) administrés par les sociétés de fiducie qui sont considérés.

Lorsque l'on ajoute à l'actif des sociétés de fiducie les fonds administrés pour d'autres (SFA), ce qui gonfle sensiblement la taille relative de ces entreprises, un groupe financier diversifié qui chapeaute, entre autres choses, une société de fiducie se hisse dans le peloton de tête en 1987. Il déloge ainsi une banque canadienne. Ceci confirme la montée des groupes financiers diversifiés. Tout comme, dans le cas précédent, où les fonds administrés pour d'autres n'étaient pas inclus, la part des quatre plus grandes institutions ainsi que le nombre d'entreprises s'accaparant 80 % du marché ont diminué (tableau 5). Le coefficient d'Herfindahl a légèrement augmenté indiquant, tout comme l'indice de relation inverse, une légère hausse de la concentration.

Si l'on ne considère que l'actif détenu au Canada au lieu de l'activité mondiale, la part du quatuor de tête, toujours formé de banques, diminue (tableau 6). Il ne s'accapare plus que 40 % des actifs domestiques. De 1984 à 1987, le RC4, le coefficient d'Herfindahl et le coefficient de relation inverse ont, tout comme dans le cas des actifs totaux sans SFA, subi une diminution. L'évolution des deux premiers indices laisse croire encore ici à une diminution de la concentration alors que celle du troisième indice laisse croire à une augmentation.

Si l'on ajoute les services SFA à l'actif domestique des sociétés de fiducie, ce sont maintenant non pas un comme dans le cas des actifs mondiaux avec SFA mais deux sociétés non bancaires qui se classent en 1987 parmi les quatre plus grandes institutions, délogeant ainsi deux banques. En 1987, le peloton de tête s'accaparait tout comme en 1984, près de 36 % des actifs domestiques avec SFA (tableau 7). Le coefficient d'Herfindahl et l'indice de relation inverse laissaient quant à eux croire à une augmentation de la concentration.

En résumé, lorsque ce sont les actifs internationaux ou domestiques sans SFA qui sont considérés, alors les indices de concentration donnent des résultats mitigés quant à l'évolution de celle-ci de 1984 à 1987. Dans le cas des actifs avec SFA, la situation est plus claire : il semble y avoir eu une légère augmentation de la concentration.

Afin de tenter de clarifier la situation quant aux actifs sans SFA, un indice supplémentaire, le coefficient de Gini, a été calculé pour la période 1984-1987 ainsi que pour la période 1967-1984 lorsque les données étaient disponibles ou, le cas échéant, pour la période 1979-1984. Les résultats apparaissent dans la première section des graphiques 2, 3 et 4 qui sont présentés à la fin de la sous-section « La concentration par marché ».

Le coefficient de Gini montre que la concentration des actifs totaux et domestiques a diminué de 1984 à 1987 tout comme elle l'avait fait de 1979 à 1984. La diminution a cependant été moins prononcée de 1984 à 1987 que de 1979 à 1984.

La concentration par marché

L'étude du marché des *prêts hypothécaires* révèle qu'en 1987, tout comme en 1984, la concentration y est relativement moindre que sur

Tableau 5

Indices de concentration dans le secteur financier[1], 1967, 1979, 1984 et 1987 - *Actifs totaux mondiaux - avec SFA*

	Coefficients de concentration					Indice de Herfindahl	Indice de relation inverse	Description du niveau de concentration
	CR4	CR8	CR12	CR20	CR50			
Liens de propriété évidents, sans CP[2], sans CU[3]								
- 1967	37,3	58,8	69,5	81,9	95,5	5,34	19	relativement élevé
- 1979	46,2	67,7	76,4	84,3	96,1	7,07	16	relativement élevé
- 1984	42,2	63,3	73,1	81,6	93,6	6,17	19	relativement élevé
- 1987	36,7	60,8	73,3	83,9	94,6	5,52	16	relativement élevé
avec 100 CP, 100 CU								
- 1984	41,1	61,7	71,2	79,5	91,3	5,83	21	relativement élevé
- 1987	35,8	59,4	71,6	81,9	92,4	5,26	19	relativement élevé
Liens complets de propriété, sans CP, sans CU								
- 1979	46,2	67,7	76,4	84,3	96,2	7,07	16	relativement élevé
- 1984	42,2	63,4	73,1	81,8	94,0	6,17	19	relativement élevé
- 1987	36,7	60,9	73,4	84,9	95,1	5,55	16	relativement élevé
avec 100 CP, 100 CU								
- 1984	41,1	61,8	71,2	79,7	91,6	5,84	21	relativement élevé
- 1987	35,8	59,5	71,7	82,9	92,9	5,29	18	relativement élevé

Liens complets de propriété et groupes financiers, sans CP, sans CU								
- 1979	46,2	68,3	77,9	85,6	96,8	7,16	14	relativement élevé
- 1984	42,2	65,1	75,6	84,0	94,8	6,38	16	relativement élevé
- 1987	37,6	63,4	76,5	88,2	96,2	5,90	14	relativement élevé
avec 100 CP, 100 CU								
- 1984	41,0	63,2	73,4	81,6	93,8	6,02	19	relativement élevé
- 1987	36,7	61,9	74,6	86,1	95,7	5,64	15	relativement élevé
Ensemble du Groupe Desjardins, sans CU								
- 1979	45,0	66,5	77,7	86,0	96,8	6,91	14	relativement élevé
- 1984	41,0	63,6	76,0	84,4	94,9	5,17	15	relativement élevé
- 1987	36,4	61,6	76,5	88,5	96,4	5,73	14	relativement élevé
avec 100 CU								
- 1984	40,2	62,3	74,4	82,7	94,1	5,93	17	relativement élevé
- 1987	35,9	60,6	75,4	87,2	95,9	5,57	15	relativement élevé

1 Tel que défini dans cette étude.
2 CP : caisses populaires.
3 CU : « credit unions ».

Tableau 6

Indices de concentration dans le secteur financier[1], 1979, 1984 et 1987 - *Actifs totaux domestiques - sans SFA*

	Coefficients de concentration					Indice de Herfindahl	Indice de relation inverse	Description du niveau de concentration
	CR4	CR8	CR12	CR20	CR50			
Liens de propriété évidents, sans CP[2], sans CU[3]								
- 1979	49,8	67,7	74,7	82,3	95,2	7,69	17	relativement élevé
- 1984	44,3	60,5	67,9	77,4	90,8	6,22	24	relativement bas
- 1987	42,2	61,4	68,8	78,3	91,0	6,00	22	relativement bas
avec 100 CP, 100 CU								
- 1984	42,3	57,8	64,8	73,9	86,9	5,70	29	relativement bas
- 1987	40,3	58,7	65,6	74,8	87,0	5,47	28	relativement bas
Liens complets de propriété, sans CP, sans CU								
- 1979	49,8	67,7	74,8	83,3	95,3	7,69	17	relativement élevé
- 1984	44,3	60,5	67,9	77,4	91,1	6,22	24	relativement bas
- 1987	42,2	61,4	69,0	79,2	91,6	6,02	21	relativement bas
avec 100 CP, 100 CU								
- 1984	42,3	57,8	64,9	73,9	87,4	5,70	29	relativement bas
- 1987	40,3	58,7	65,9	75,6	87,6	5,49	26	relativement bas

Liens complets de propriété et groupes financiers, sans CP, sans CU								
- 1979	49,8	67,7	75,0	83,8	95,9	7,71	16	relativement élevé
- 1984	44,3	62,0	69,7	79,0	92,4	6,32	24	relativement bas
- 1987	42,2	63,1	71,8	82,2	93,2	6,20	18	relativement élevé
avec 100 CP, 100 CU								
- 1984	42,1	58,8	66,2	75,8	91,3	5,73	26	relativement bas
- 1987	40,3	60,2	68,5	79,3	92,4	5,69	21	relativement bas
Ensemble du Groupe Desjardins, sans CU								
- 1979	47,7	67,0	73,5	84,1	96,0	7,07	16	relativement élevé
- 1984	42,2	61,5	70,0	79,8	92,8	6,01	21	relativement bas
- 1987	39,8	61,7	72,3	83,0	93,6	5,90	18	relativement élevé
avec 100 CU								
- 1984	40,6	59,3	67,5	77,2	91,8	5,62	24	relativement bas
- 1987	38,7	59,9	70,2	80,7	92,9	5,60	20	relativement élevé

1 Tel que défini dans cette étude.
2 CP : caisses populaires,
3 CU : « credit unions ».

Tableau 7

Indices de concentration dans le secteur financier[1], 1979, 1984 et 1987 - *Actifs totaux domestiques - avec SFA*

	Coefficients de concentration					Indice de Herfindahl	Indice de relation inverse	Description du niveau de concentration
	CR4	CR8	CR12	CR20	CR50			
Liens de propriété évidents, sans CP[2], sans CU[3]								
- 1979	40,8	62,0	72,3	81,2	94,9	5,87	19	relativement élevé
- 1984	36,0	57,3	68,7	77,8	91,5	4,93	23	relativement bas
- 1987	35,8	57,3	71,3	80,7	92,9	5,11	20	relativement élevé
avec 100 CP, 100 CU								
- 1984	34,8	55,4	66,4	75,2	88,5	4,60	27	relativement bas
- 1987	34,7	55,5	69,1	78,2	90,1	4,79	23	relativement bas
Liens complets de propriété, sans CP, sans CU								
- 1979	40,8	62,0	72,4	81,4	95,1	5,87	19	relativement élevé
- 1984	36,0	57,4	68,8	78,1	92,0	4,93	23	relativement bas
- 1987	35,8	57,4	72,2	82,0	93,6	5,16	18	relativement élevé
avec 100 CP, 100 CU								
- 1984	34,8	55,5	66,5	75,4	88,9	4,62	27	relativement bas
- 1987	34,7	55,6	69,9	79,4	90,7	4,84	21	relativement bas

Liens complets de propriété et groupes financiers, sans CP, sans CU								
	- 1979	40,8	62,4	73,7	82,8	95,8	5,97	18	relativement élevé
	- 1984	37,1	58,8	71,5	80,5	93,1	5,26	20	relativement élevé
	- 1987	36,9	60,1	74,9	85,4	95,0	5,57	15	relativement élevé
avec 100 CP, 100 CU								
	- 1984	35,7	56,6	68,8	77,7	91,3	4,89	23	relativement bas
	- 1987	35,8	58,2	72,6	83,1	94,3	5,25	17	relativement élevé
Ensemble du Groupe Desjardins, sans CU								
	- 1979	39,4	60,8	74,5	83,4	95,9	5,77	17	relativement élevé
	- 1984	35,7	57,1	72,5	81,2	93,3	5,14	19	relativement élevé
	- 1987	35,5	58,6	75,4	86,0	95,2	5,45	15	relativement élevé
avec 100 CU								
	- 1984	34,8	55,6	70,6	79,1	92,3	4,86	22	relativement bas
	- 1987	34,8	57,4	73,9	84,3	94,6	5,25	16	relativement élevé

1 Tel que défini dans cette étude.
2 CP : caisses populaires.
3 CU : « credit unions ».

la plupart des autres marchés financiers. Les quatre principales institutions -- deux banques canadiennes et deux conglomérats financiers diversifiés -- s'accaparaient au niveau de propriété le plus élevé, un peu moins de 35 % du marché hypothécaire (tableau 8). Il faut cependant signaler que contrairement aux autres marchés étudiés, tous les indices montrent que la concentration du marché des prêts hypothécaires s'est accentuée au cours des années (tableau 8, graphiques 2 et 4). La montée des groupes financiers ainsi que la fusion de deux très importants joueurs sur ce marché, soit Canada Trust et Canada Permanent Mortgage, suite à l'acquisition de l'une d'entre elles par un conglomérat commercial, semble avoir contribué à l'augmentation de la concentration. Les banques ont toujours joué un rôle relativement moins important dans ce marché que dans les marchés des « autres prêts » et des dépôts où le peloton de tête est principalement formé de banques canadiennes.

Le niveau de concentration sur le marché des prêts personnels et commerciaux, que ce soit en terme d'activités totales ou domestiques, est demeuré élevé en 1987 (tableaux 9 et 10). C'est dans ce marché que la concentration est la plus élevée. En 1987, plus de 80 % du marché domestique était possédé par seulement sept institutions financières -- six banques canadiennes et, en septième place, un groupe financier. À titre de comparaison, mentionnons que dans le marché des prêts hypothécaires, le coefficient de relation inverse était de 16. Alors que le niveau de concentration avait diminué de 1979 à 1984, le coefficient d'Herfindahl, l'indice de relation inverse et le coefficient de Gini (graphiques 2, 3 et 4) n'ont pratiquement pas bougé entre 1984 et 1987, indiquant ainsi que le niveau de concentration est demeuré quasi inchangé depuis 1984. La part de quatuor de tête a cependant quelque peu diminué.

Comme il a été montré dans la section précédente, le marché des autres prêts n'est pas celui où les groupes financiers sont les plus actifs. La vague de fusions et d'acquisitions a donc eu peu de répercussion sur le niveau de concentration.

La concentration du *marché des dépôts* était en 1987 tout comme en 1984 plutôt élevée (tableaux 11 et 12). Elle dépassait celle enregistrée sur le marché des prêts hypothécaires mais était plus faible que celle du marché des autres prêts. La part des quatre plus importantes institutions a légèrement diminué de 1984 à 1987. Cette

diminution était cependant plus faible que celle enregistrée de 1979 à 1984. Lorsque ce sont les activités mondiales qui sont considérées, le quatuor de tête était formé en 1987 des quatre mêmes banques qu'en 1984. Cependant, dans le marché domestique, un groupe financier fait maintenant partie du peloton de tête. Les indices de Herfindahl et de Gini (graphiques 2, 3 et 4) laissent croire à une très légère augmentation de la concentration. La restructuration du système financier semble s'être faite un peu plus sentir dans le marché des dépôts que dans celui des prêts personnels et commerciaux.

Il faut noter que l'utilisation des indices de concentration comporte certaines limites. Ainsi, le niveau de concentration d'un marché est sous-estimé si des non substituts sont inclus ou si le marché est régional et non pas national et que des données nationales ont été utilisées. Dans l'industrie des services financiers, les données régionales étant quasi inexistantes, il est difficile d'effectuer les redressements nécessaires afin de tenir compte de la dimension régionale.

Au contraire, le niveau de concentration est surestimé si des substituts sont exclus de la définition d'un marché. En ce sens, on peut croire, par exemple, que la concentration sur le marché des dépôts est légèrement surestimée car les rentes différées à court terme offertes par les assureurs-vie constituent d'étroits substituts aux dépôts offerts par les banques, fiducies et coopératives financières même si elles ne sont pas identifiées comme telles.

Le niveau de concentration peut aussi être surestimé si des firmes étrangères sont actives dans les marchés intérieurs. La présence des institutions financières étrangères dans le marché canadien est ressentie de deux façons, soit par le biais de l'établissement au Canada des firmes étrangères et de l'achat par les Canadiens de services financiers offerts par des institutions étrangères localisées à l'étranger.

La première composante a été considérée dans cette étude puisque les activités au Canada des institutions financières étrangères possédant une charte canadienne ont été incluses, mais l'achat par les Canadiens de services offerts par des institutions étrangères situées hors du Canada n'a pu l'être, faute de données. Il est toutefois clair pour les observateurs de la scène financière internationale que

Tableau 8

Indices de concentration dans le secteur financier[1], 1967, 1979, 1984 et 1987 - *Prêts hypothécaires totaux*

	Coefficients de concentration					Indice de Herfindahl	Indice de relation inverse	Description du niveau de concentration
	CR4	CR8	CR12	CR20	CR50			
Liens de propriété évidents, sans CP[2], sans CU[3]								
- 1967	28,3	44,0	55,8	71,6	94,0	3,56	26	relativement bas
- 1979	28,7	46,0	58,1	73,4	93,3	3,68	26	relativement bas
- 1984	29,1	48,6	62,0	76,0	93,9	4,02	24	relativement bas
- 1987	34,7	54,8	66,5	81,3	95,3	4,85	20	relativement bas
Liens complets de propriété, sans CP, sans CU								
- 1979	28,7	46,1	58,3	73,6	93,6	3,69	25	relativement bas
- 1984	29,1	48,8	62,2	76,1	94,4	4,04	23	relativement bas
- 1987	34,7	54,9	67,5	83,0	96,2	4,93	18	relativement élevé

Liens complets de propriété et groupes financiers, sans CP, sans CU								
	- 1979	28,7	46,4	59,5	74,8	94,8	3,77	24	relativement bas
	- 1984	31,7	51,8	66,2	79,0	95,5	4,44	21	relativement bas
	- 1987	36,7	59,9	72,2	87,4	97,8	5,51	16	relativement élevé
Ensemble du Groupe Desjardins, sans CU								
	- 1979	29,9	48,4	61,0	76,4	94,8	4,03	23	relativement bas
	- 1984	32,6	52,9	67,3	80,4	95,9	4,56	20	relativement élevé
	- 1987	34,9	59,4	72,8	87,9	97,9	5,40	16	relativement élevé

1 Tel que défini dans cette étude.
2 CP : caisses populaires.
3 CU : « credit unions ».

Tableau 9

Indices de concentration dans le secteur financier[1], 1967, 1979, 1984 et 1987 - *Autres prêts - Activités mondiales*

	Coefficients de concentration					Indice de Herfindahl	Indice de relation inverse	Description du niveau de concentration
	CR4	CR8	CR12	CR20	CR50			
Liens de propriété évidents, sans CP[2], sans CU[3]								
- 1967	72,9	93,6	96,2	98,4	99,7	16,00	5	élevé
- 1979	72,8	95,0	96,7	98,4	99,8	15,60	5	élevé
- 1984	67,7	87,1	90,4	93,3	97,7	13,34	6	élevé
- 1987	66,9	88,5	91,2	93,6	98,0	13,28	6	élevé
Liens complets de propriété, sans CP, sans CU								
- 1979	72,7	94,9	96,7	98,4	99,8	15,56	5	élevé
- 1984	67,7	87,1	90,4	93,3	97,8	13,35	6	élevé
- 1987	66,9	88,6	91,3	93,9	98,1	13,30	6	élevé

Liens complets de propriété et groupes financiers, sans CP, sans CU								
	- 1979	72,7	94,9	96,7	98,4	99,8	15,56	5	élevé
	- 1984	67,7	87,1	90,6	93,5	98,0	13,36	8	élevé
	- 1987	66,8	88,7	91,5	94,2	98,4	13,29	6	élevé
Ensemble du Groupe Desjardins, sans CU								
	- 1979	71,2	94,0	96,5	98,3	99,8	14,98	5	élevé
	- 1984	65,9	86,0	96,0	93,4	98,0	12,74	6	élevé
	- 1987	64,2	87,9	91,3	94,3	98,4	12,39	6	élevé

1 Tel que défini dans cette étude.
2 CP : caisses populaires.
3 CU : « credit unions ».

Tableau 10

Indices de concentration dans le secteur financier[1], 1979, 1984 et 1987 - *Autres prêts - Activités domestiques*

	Coefficients de concentration					Indice de Herfindahl	Indice de relation inverse	Description du niveau de concentration
	CR4	CR8	CR12	CR20	CR50			
Liens de propriété évidents, sans CP[2], sans CU[3]								
- 1979	72,2	94,4	96,6	98,3	97,7	15,65	5	élevé
- 1984	65,4	82,9	86,9	90,7	96,8	12,35	7	élevé
- 1987	63,3	84,8	88,2	91,6	97,4	12,66	6	élevé
Liens complets de propriété, sans CP, sans CU								
- 1979	72,2	94,4	96,6	98,3	99,7	15,65	5	élevé
- 1984	65,4	82,9	87,0	90,9	97,0	12,36	7	élevé
- 1987	63,3	84,8	88,5	91,9	97,5	12,67	6	élevé

Liens complets de propriété et groupes financiers, sans CP, sans CU								
	- 1979	72,2	94,4	96,6	98,3	99,8	15,65	5	élevé
	- 1984	65,4	82,9	87,0	91,0	97,1	12,36	7	élevé
	- 1987	63,3	84,8	88,5	92,2	97,7	12,66	6	élevé
Ensemble du Groupe Desjardins, sans CU								
	- 1979	70,0	93,2	96,4	98,2	99,8	14,82	5	élevé
	- 1984	62,7	82,3	86,9	91,1	97,2	11,53	7	élevé
	- 1987	59,4	84,6	88,6	92,3	97,8	11,54	7	élevé

1 Tel que défini dans cette étude.
2 CP : caisses populaires.
3 CU : « credit unions ».

Tableau 1

Indices de concentration dans le secteur financier[1], 1967, 1979, 1984 et 1987 - *Dépôts - Activités totales*

	Coefficients de concentration					Indice de Herfindahl	Indice de relation inverse	Description du niveau de concentration
	CR4	CR8	CR12	CR20	CR50			
Liens de propriété évidents, sans CP[2], sans CU[3]								
- 1967	70,1	88,2	93,2	97,2	99,9	14,09	6	élevé
- 1979	61,3	83,6	90,1	95,7	99,4	11,48	7	élevé
- 1984	57,9	77,3	84,7	90,7	96,5	9,95	10	relativement élevé
- 1987	55,2	80,4	86,4	91,6	96,7	9,76	8	élevé
Liens complets de propriété, sans CP, sans CU								
- 1979	61,3	83,6	90,2	95,7	99,5	11,48	7	élevé
- 1984	57,9	77,3	84,8	90,8	96,8	9,97	10	relativement élevé
- 1987	55,2	80,4	87,4	92,3	97,2	9,79	8	élevé

Liens complets de propriété et groupes financiers, sans CP, sans CU								
	- 1979	61,3	83,6	90,2	95,7	99,5	11,46	7	élevé
	- 1984	57,1	77,3	84,8	90,9	96,9	9,98	12	relativement élevé
	- 1987	55,2	80,4	87,5	92,4	97,3	9,80	8	élevé
Ensemble du Groupe Desjardins, sans CU								
	- 1979	58,3	81,6	89,9	95,7	99,5	10,64	8	élevé
	- 1984	54,9	75,9	84,5	91,0	97,1	9,26	10	relativement élevé
	- 1987	51,8	77,7	87,6	92,9	97,5	9,04	9	relativement élevé

1 Tel que défini dans cette étude.
2 CP : caisses populaires.
3 CU : « credit unions ».

Tableau 12

Indices de concentration dans le secteur financier[1], 1979, 1984 et 1987 - *Dépôts - Activités domestiques*

	Coefficients de concentration					Indice de Herfindahl	Indice de relation inverse	Description du niveau de concentration
	CR4	CR8	CR12	CR20	CR50			
Liens de propriété évidents, sans CP[2], sans CU[3]								
- 1979	57,5	79,3	87,7	94,5	99,2	10,28	9	relativement élevé
- 1984	51,1	70,4	80,3	87,4	95,3	8,33	12	relativement élevé
- 1987	48,2	72,0	80,6	88,0	95,3	7,99	12	relativement élevé
Liens complets de propriété, sans CP, sans CU								
- 1979	57,5	79,3	87,8	94,5	99,3	10,38	9	relativement élevé
- 1984	51,2	70,4	80,4	87,9	95,7	8,34	12	relativement élevé
- 1987	48,2	72,0	82,0	89,0	95,9	8,04	11	relativement élevé

Liens complets de propriété et groupes financiers, sans CP, sans CU								
	- 1979	57,5	79,3	87,8	94,5	99,3	10,28	9	relativement élevé
	- 1984	51,2	70,4	80,4	88,0	95,8	8,34	12	relativement élevé
	- 1987	48,2	72,0	82,2	89,2	96,2	8,05	11	relativement élevé
Ensemble du Groupe Desjardins, sans CU								
	- 1979	53,8	77,3	87,7	94,5	99,4	9,46	9	relativement élevé
	- 1984	47,7	69,7	80,4	88,5	96,1	7,74	12	relativement élevé
	- 1987	45,3	71,0	82,7	90,1	96,5	7,54	11	relativement élevé

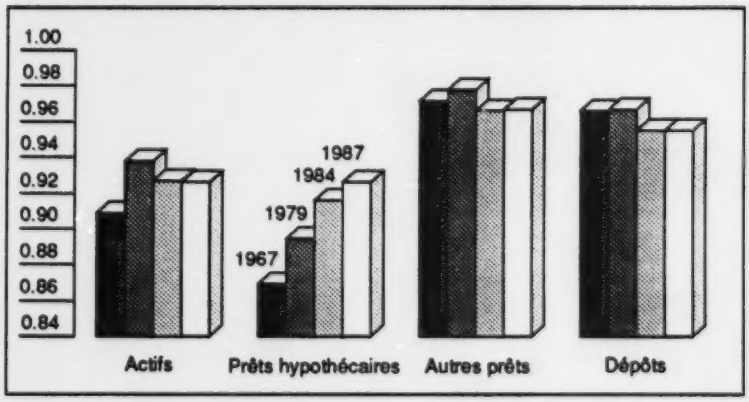
1 Tel que défini dans cette étude.
2 CP : caisses populaires.
3 CU : « credit unions ».

durant la dernière décennie, les opérations financières internationales des emprunteurs et des prêteurs ont connu une croissance phénoménale par rapport aux transactions purement intérieures. Ce ne sont cependant pas toutes les transactions financières qui ont un volet international. Une importante distinction s'impose en effet entre les services financiers qui sont actuellement négociables sur les marchés financiers internationaux et ceux qui ne le sont pas. Les premiers comprennent, par exemple, les dépôts importants et les prêts aux grandes entreprises. Ils constituent ce qu'on appelle communément le marché de gros, c'est-à-dire le marché des gros emprunteurs et investisseurs.

Le marché de détail qui dessert les petits et moyens emprunteurs et déposants fait actuellement partie du secteur des services qui ne sont pas négociables sur les marchés internationaux. Il est donc touché moins directement par la mondialisation que le marché de gros. Dans ce dernier marché, une évaluation de la concentration purement intérieure causerait une surestimation de la concentration réelle puisque des fournisseurs étrangers localisés hors du pays ont accès au marché canadien. Le biais serait très faible, voir inexistant, dans le cas du marché de détail.

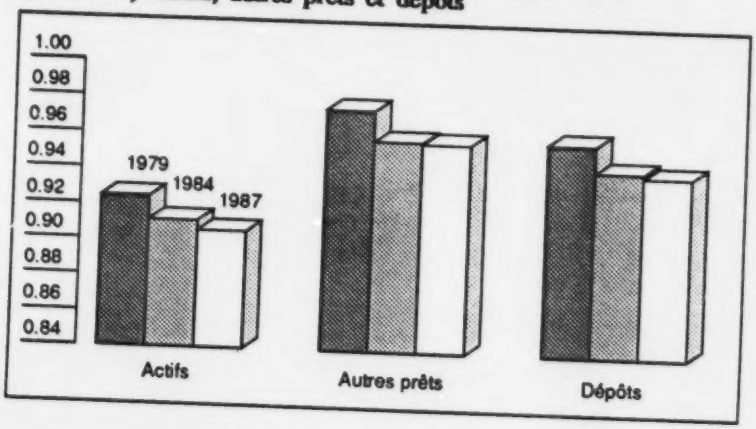
Graphique 2

Coefficient de Gini
Activités mondiales, liens de propriété évidents (sans SFA) : actifs, prêts hypothécaires, autres prêts et dépôts



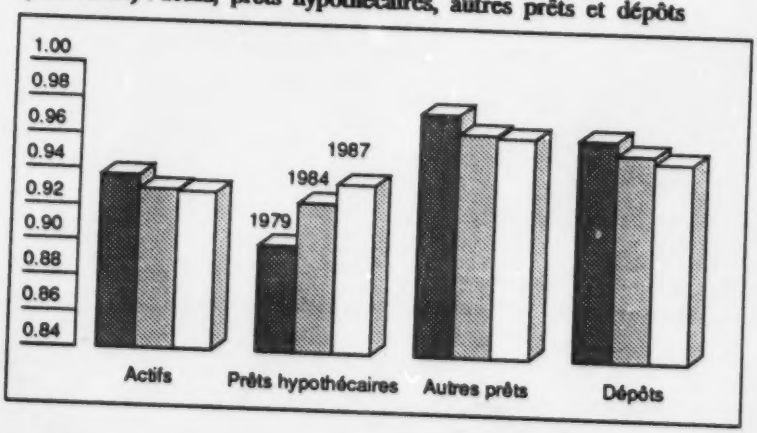
Graphique 3

Coefficient de Gini
Activités domestiques, niveau de propriété le plus élevé (sans SFA) : actifs, autres prêts et dépôts



Graphique 4

Coefficient de Gini
Activités mondiales, niveau de propriété le plus élevé (sans SFA) : actifs, prêts hypothécaires, autres prêts et dépôts



Dans cette étude, il a été impossible de distinguer le marché de détail du marché de gros.

La concentration de la propriété

Alors que la concentration des actifs totaux est relativement élevée, celle du capital est beaucoup plus faible (graphique 5). Ainsi, en 1984, 83 % des actifs des 50 plus grandes institutions financières incluses dans notre étude, dont les actifs totaux représentaient près de 95 % des actifs totaux des 343 institutions recensées au niveau de propriété le plus élevé, appartenaient à 21 institutions financières canadiennes dont le capital est largement réparti. Ces institutions comprenaient 11 banques à charte de l'annexe A, sept compagnies mutuelles d'assurance-vie, deux groupes financiers, le Groupe Desjardins et le Groupe La Laurentienne et une société de fiducie -- Canada Trust. Les 16 sociétés canadiennes dont la propriété est plutôt fermée s'accaparaient seulement 13 % des actifs des institutions financières. Plus de la moitié de ces actifs appartenaient à des groupes financiers, ayant des liens commerciaux en amont. Finalement, seulement 4 % des actifs totaux des 50 plus grandes institutions appartenaient à des intérêts étrangers. Alors qu'en 1984, 13 institutions étrangères se partageaient ces actifs, en 1987, 21 institutions appartenant à des intérêts étrangers se retrouvaient « membres du club des 50 » et s'accaparaient 6 % des actifs.

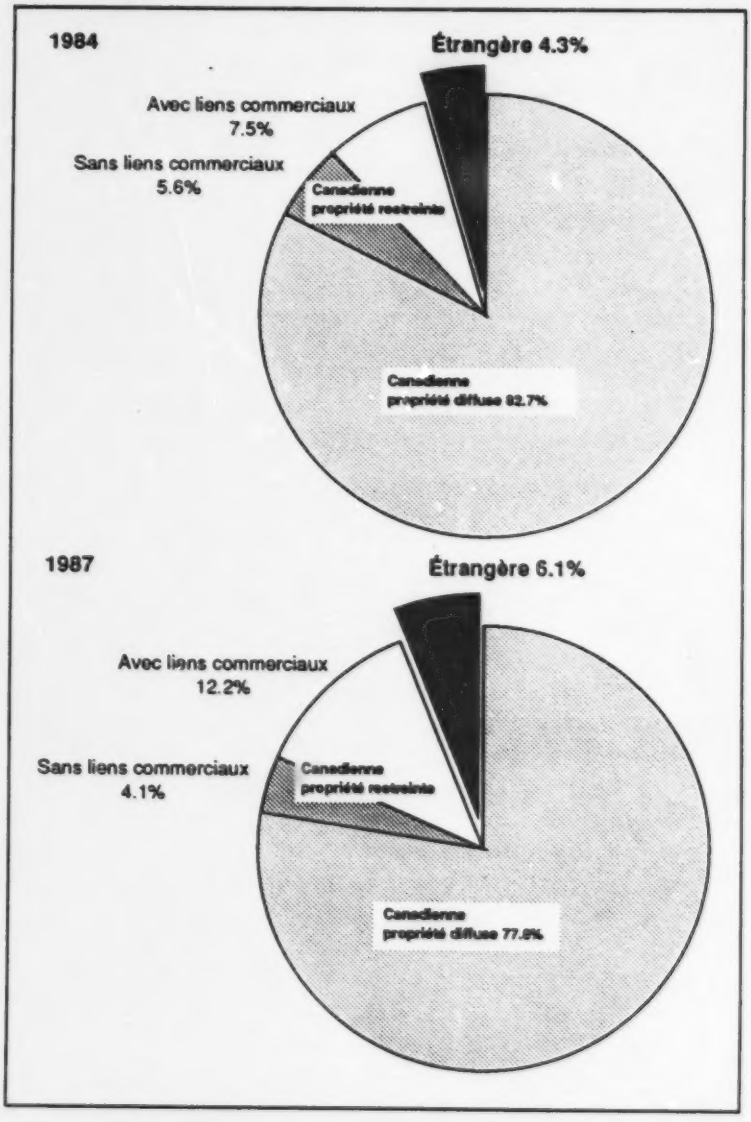
Dix nouvelles banques étrangères s'étaient forgées une place dans le groupe des 50 alors que deux disparaissaient. Par exemple, les Banques Lloyds et Hong Kong qui avaient acquis deux banques canadiennes à capital largement réparti ayant connu des difficultés financières occupaient en 1984 les 71^{e} et 73^{e} rangs, alors qu'en 1987, elles occupaient respectivement les 21^{e} et 27^{e} rangs.

La part des institutions financières canadiennes dont le capital est largement réparti a diminué de cinq points de 1984 à 1987, alors que celle des institutions à capital restreint augmentait de trois points. Parmi ces dernières, les institutions financières ayant des liens commerciaux en amont voyaient leur part augmenter aux dépens des institutions qui n'ont pas de liens commerciaux.

Ces observations s'expliquent principalement par la croissance relativement élevée des groupes financiers dont 46 % des actifs appartenaient à des institutions financières ayant des liens commerciaux en

Graphique 5

Répartition des actifs des 50 plus grandes institutions financières, selon le type de propriété, 1984 et 1987



amont (1987) et par la prise de contrôle de Canada Trust par des intérêts commerciaux.

Il demeure néanmoins qu'en 1987, près de 78 % des actifs des 50 plus grandes institutions appartenaient à des institutions canadiennes dont le capital est largement réparti. Le nombre de ces institutions « membres du groupe des 50 » a cependant diminué de 21 à 16.

CONCLUSION

Les niveaux de concentration varient selon les marchés étudiés. En 1987, tout comme en 1984, la concentration était plus faible dans le marché des prêts hypothécaires que dans le marché des dépôts ou des prêts personnels et commerciaux totaux. Dans ce dernier marché, elle pouvait être considérée comme étant élevée et elle était, en 1987, à peu près au même niveau qu'en 1984. La concentration des dépôts totaux dépendamment des indices utilisés semble avoir enregistré une diminution durant la période 1984-1987, mais celle du marché des prêts hypothécaires continuait son ascension. Alors que la part du quatuor de tête augmentait dans le marché des prêts hypothécaires, le seul où cet indice est en accord avec tous les autres indices utilisés, elle diminuait légèrement dans les deux autres marchés indiquant ainsi une certaine restructuration du système financier. Mais cette restructuration est plus évidente lorsque l'on considère les actifs totaux. Dans une étude précédente, nous avions fait remarquer que la diminution de la concentration des actifs entre 1979 et 1984 pouvait s'avérer de courte durée si le développement des groupes financiers devait s'accélérer par le biais de fusions et de prises de contrôle. La présente étude confirme que le processus est enclenché. On pourrait assister à une augmentation du degré de concentration advenant l'accélération de la croissance des groupes financiers par rapport à celle des banques à charte au cours des prochaines années. La mondialisation des marchés pourrait cependant créer un léger effet compensatoire dans les marchés exposés à la concurrence internationale.

APPENDICE

Tableau A

Données sélectives sur les caisses locales d'épargne et de crédit, 1979, 1984 et 1987

	Actifs totaux		
	1979	1984	1987
Canada ($ millions)	27 337,7	40 624,9	55 060,3
Québec ($ millions)	12 447,7	19 497,9	28 535,7
Part du Québec (%)	45,5	48,0	51,8
100 plus grandes caisses populaires	..	5 541,0	8 474,9
100 plus grandes « credit unions »	..	12 736,6	20 177,6
Part des 100 plus grandes caisses populaires et 100 plus grandes « credit unions »	..	45,0	52,0
Part de l'ensemble des caisses populaires et des 100 plus grandes « credit unions »	..	79,3	88,5

Tableau A (fin)

Prêts hypothécaires, autres prêts et dépôts des caisses locales d'épargne et de crédit, 1979, 1984 et 1987

	Prêts hypothécaires	Autres prêts	Dépôts
1979			
Canada ($ millions)	13 751,3	7 264,1	21 769,6
Québec ($ millions)	6 845,2	2 706,8	10 159,4
Part du Québec (%)	47,2	37,3	46,7
1984			
Canada ($ millions)	19 940,0	10 678,8	35 056,7
Québec ($ millions)	9 292,4	5 525,6	16 889,8
Part du Québec (%)	46,4	51,7	48,2
1987			
Canada ($ millions)	27 984,6	15 085,2	46 927,7
Québec ($ millions)	15 087,0	8 528,3	23 972,2
Part du Québec (%)	53,9	56,5	51,0

Source Statistique Canada, *Institutions financières, statistiques financières*, n° 61-006, 1er trimestre 1980, 1er trimestre 1985 et 1er trimestre 1988; *Liste des 100 plus grandes caisses populaires*, Mouvement Desjardins, document non publié, 1984 et 1987; Canadian Co-operative Credit Society, *List of the 100 largest local credit unions in Canada*, 1984 et 1987.

Tableau B-1

Description des différentes séries de calculs effectués pour évaluer les niveaux de concentration, 1967, 1979, 1984 et 1987

	Activités mondiales							
	Sans SFA				Avec SFA			
	1967	1979	1984	1987	1967	1979	1984	1987
Concentration des actifs totaux								
Liens de propriété évidents,								
sans CP, sans CU	x	x	x	x	x	x	x	x
avec 100 CP, avec 100 CU	..	..	x	x	..	..	x	x
Liens complets de propriété,								
sans CP, sans CU	..	x	x	x	..	x	x	x
avec 100 CP, avec 100 CU	..	..	x	x	..	..	x	x
Liens complets de propriété et groupes financiers,								
sans CP, sans CU	..	x	x	x	..	x	x	x
avec 100 CP, avec 100 CU	..	..	x	x	..	..	x	x
Ensemble du Groupe Desjardins,								
sans CU	..	x	x	x	..	x	x	x
avec 100 CU	..	..	x	x	..	..	x	x

	Activités mondiales							
	Sans SFA				Avec SFA			
	1967	1979	1984	1987	1967	1979	1984	1987
Concentration du marché des prêts hypothécaires								
Liens de propriété évidents, sans CP, sans CU	x	x	x	x	..	..	..	..
Liens complets de propriété, sans CP, sans CU	..	x	x	x	..	..	..	..
Liens complets de propriété et groupes financiers, sans CP, sans CU	..	x	x	x	..	..	..	..
Ensemble du Groupe Desjardins, sans CU	..	x	x	x	..	..	..	..
Concentration du marché des autres prêts								
Liens de propriété évidents, sans CP, sans CU	x	x	x	x	..	..	..	..
Liens complets de propriété, sans CP, sans CU	..	x	x	x	..	..	..	..
Liens complets de propriété et groupes financiers, sans CP, sans CU	..	x	x	x	..	..	..	..
Ensemble du Groupe Desjardins, sans CU	..	x	x	x	..	..	..	..

Tableau B-1 (fin)

	Activités mondiales							
	Sans SFA				Avec SFA			
	1967	1979	1984	1987	1967	1979	1984	1987
Concentration du marché des dépôts								
Liens de propriété évidents, sans CP, sans CU	x	x	x	x	..	..	..	..
Liens complets de propriété, sans CP, sans CU	..	x	x	x	..	..	..	..
Liens complets de propriété et groupes financiers, sans CP, sans CU	..	x	x	x	..	..	..	..
Ensemble du Groupe Desjardins, sans CU	..	x	x	x	..	..	..	..

Tableau B-2

Description des différentes séries de calculs effectués pour évaluer les niveaux de concentration, 1967, 1979, 1984 et 1987

	Activités domestiques							
	Sans SFA				Avec SFA			
	1967	1979	1984	1987	1967	1979	1984	1987
Concentration des actifs totaux								
Liens de propriété évidents,								
sans CP, sans CU	..	x	x	x	..	x	x	x
avec 100 CP, avec 100 CU	..	..	x	x	..	..	x	x
Liens complets de propriété,								
sans CP, sans CU	..	x	x	x	..	x	x	x
avec 100 CP, avec 100 CU	..	..	x	x	..	..	x	x
Liens complets de propriété et groupes financiers								
sans CP, sans CU	..	x	x	x	..	x	x	x
avec 100 CP, avec 100 CU	..	..	x	x	..	..	x	x
Ensemble du Groupe Desjardins,								
sans CU	..	x	x	x	..	x	x	x
avec 100 CU	..	..	x	x	..	..	x	x

	Activités domestiques							
	Sans SFA				Avec SFA			
	1967	1979	1984	1987	1967	1979	1984	1987
Concentration du marché des prêts hypothécaires								
Liens de propriété évidents, sans CP, sans CU	..	..	..	..	..	..	..	..
Liens complets de propriété, sans CP, sans CU	..	..	..	..	..	..	..	..
Liens complets de propriété et groupes financiers, sans CP, sans CU	..	..	..	..	..	..	..	..
Ensemble du Groupe Desjardins, sans CU	..	..	..	..	..	..	..	..
Concentration du marché des autres prêts								
Liens de propriété évidents, sans CP, sans CU	..	x	x	x	..	..	..	..
Liens complets de propriété, sans CP, sans CU	..	x	x	x	..	..	..	..
Liens complets de propriété et groupes financiers, sans CP, sans CU	..	x	x	x	..	..	..	..
Ensemble du Groupe Desjardins, sans CU	..	x	x	x	..	..	..	..

Tableau B-2 (fin)

	Activités domestiques							
	Sans SFA				Avec SFA			
	1967	1979	1984	1987	1967	1979	1984	1987
Concentration du marché des dépôts								
Liens de propriété évidents, sans CP, sans CU	..	x	x	x	..	..	..	..
Liens complets de propriété, sans CP, sans CU	..	x	x	x	..	..	..	..
Liens complets de propriété et groupes financiers, sans CP, sans CU	..	x	x	x	..	..	..	..
Ensemble du Groupe Desjardins, sans CU	..	x	x	x	..	..	..	..

x Indique que ce type de calcul a été effectué.
.. Indique que les données n'étaient pas disponibles.
CP Caisses populaires.
CU « Credit unions ».

Tableau C-1

Actifs totaux, prêts hypothécaires, autres prêts et dépôts des groupes financiers diversifiés[1], 1967, 1984 et 1987

En millions de dollars

	Actif total			Prêts hypothécaires		
	1979	1984	1987	1979	1984	1987
Le Groupe Desjardins[2]	11 900	23 243	34 656	5 302	10 225	18 243
Trilon Financial Corporation[3]	...	17 466	27 254	...	8 256	11 819
Corporation financière Power[4]	6 693	13 907	26 122	3 048	5 790	11 931
Central Capital Corporation	...	...	12 531	...	...	6 329
Groupe La Laurentienne[6]	1 494	3 573	10 663	419	632	3 734
Crown Financial Group	2 032	4 929	9 120	715	1 621	3 599
Groupe Industrielle-Alliance[8]	...	...	6 622	...	...	3 900
Metropolitan Life Insurance Co.[9]	...	...	4 657	...	...	1 423
Financial Trustco[10]	...	...	2 154	...	...	879[e]
Les Coopérants[11]	...	...	1 378	...	...	531
Groupe Prêt et Revenu	181	461	636	95	242	453
Traders Group[5]	3 101	4 122	...	1 288	1 633	...
Services financiers Eaton[7]	623	1 084	...	417	757	...
Total	26 024	68 785	135 799	11 284	29 156	62 841

	Autres prêts			Dépôts		
	1979	1984	1987	1979	1984	1987
Le Groupe Desjardins[2]	2 509	6 443	10 848	9 439	19 189	28 583
Trilon Financial Corporation[3]	...	2 030	5 332	...	10 133	22 372
Corporation financière Power[4]	267	493	694	1 128	2 330	6 624
Central Capital Corporation	...	...	2 487	...	...	9 177
Groupe La Laurentienne[6]	63	153	945	...	...	4 283
Crown Financial Group	152	324	330	-	71	367
Groupe Industrielle-Alliance[8]	...	...	178	...	...	3 771
Metropolitan Life Insurance Co.[9]	...	...	138	...	...	606
Financial Trustco[10]	...	...	143	...	...	1 153
Les Coopérants[11]	...	...	82	...	...	460
Groupe Prêt et Revenu	4	22	22	114	341	466
Traders Group[5]	872	1 232	...	1 796	2 770	...
Services financiers Eaton[7]	3	5	...	475	712	...
Total	3 870	10 702	21 195	12 952	35 546	77 862

e Estimation.

1 Seules les activités des institutions financières sont incluses. À moins d'indications contraires, les postes du bilan sont présentés sur une base consolidée. Les fonds de succession, de fiducie et agences des sociétés de fiducie sont exclus; les actifs des caisses séparées des assureurs-vie sont inclus puisqu'ils appartiennent à la société d'assurance et au bilan.

Tableau C-1 (fin)

2 Les transactions entre la Caisse centrale, les fédérations et les caisses populaires ont été éliminées mais les activités des autres composantes du Groupe ont dû être considérées sur une base non consolidée.
3 Trilon Financial Corporation a été créée en 1982.
4 Les activités sont présentées sur une base non consolidée.
5 En 1987, Central Capital Corporation a pris le contrôle du Groupe Traders. La compagnie mère, Central Capital Corporation, a été formée en 1987.
6 Les données ont été calculées comme suit : résultats consolidés de la Corporation du Groupe La Laurentienne auxquels ont été ajoutés les résultats de La Laurentienne mutuelle d'assurance. Depuis 1984, le Groupe a, entre autres choses, acquis les Services financiers Eaton et s'est associé avec la maison de courtage en valeurs mobilières Geoffrin-Leclerc. En 1987, le Groupe a augmenté sa participation dans la Banque d'épargne de la Cité et du District de Montréal qui devint la Banque Laurentienne du Canada, une banque de l'annexe B.
7 Acquis par le Groupe La Laurentienne en 1986.
8 En 1986, les compagnies Industrielle Compagnie d'assurance sur la vie ainsi que Alliance Compagnie Mutuelle d'assurance-vie ont été fusionnées afin de devenir l'Industrielle-Alliance. En 1987, la Corporation financière Industrielle-Alliance portait à 63 % sa participation dans la compagnie Trust général du Canada.
9 C'est en 1987 que la société d'assurance a débuté ses opérations commerciales de fiducie. En 1986, elle avait acquis le groupe d'investisseurs institutionnels Morguard.
10 En 1986, Financial Trustco a acquis Morgan Bancorp Inc. Cette acquisition comprenait celle de Morgan Trust, de Westbury Life et de NFBC Financial Services Ltd. En 1987, Financial Trustco obtint un intérêt majoritaire dans Walwynn Inc. À la fin de 1988, Financial Trustco était en mauvaise posture financière et a été achetée par Central Guarantee Trustco qui appartenait à Central Capital Corporation.
11 Au printemps de 1985, les entreprises du Groupe Les Coopérants ont acquis une participation majoritaire dans la compagnie Guardian Trustco Inc.

Source Estimations effectuées à partir de : divers rapports annuels de compagnies; rapports du Surintendant des assurances du Canada; précis des états financiers des compagnies d'assurances de biens et de risques divers; précis des états financiers des compagnies d'assurance-vie et des sociétés de secours mutuels; précis des états financiers des sociétés de fiducie et de prêts; et rapports annuels du Surintendant des assurances, Gouvernement du Québec.

Tableau C-2

Parts des groupes financiers diversifiés dans l'actif total, les prêts et les dépôts de l'ensemble du système financier[1], 1979, 1984 et 1987

En millions de dollars

	Actif total			Prêts hypothécaires		
	1979	1984	1987	1979	1984	1987
Le Groupe Desjardins	2,93	3,43	3,90	6,15	8,36	9,75
Trilon Financial Corporation	...	2,58	3,07	...	6,78	6,31
Corporation financière Power	1,65	2,06	2,94	3,53	4,74	6,37
Central Capital Corporation	...	...	1,41	...	...	3,38
Groupe La Laurentienne	0,37	0,53	1,20	0,49	0,52	2,00
Crown Financial Group	0,50	0,73	1,02	0,82	1,33	1,93
Groupe Industrielle-Alliance	...	...	0,75	...	...	2,09
Metropolitan Life Insurance Co.	...	...	0,52	...	...	0,76
Financial Trustco	...	...	0,23	...	...	0,47
Les Coopérants	...	...	0,16	...	...	0,28
Groupe Prêt et Revenu	0,04	0,07	0,07	0,11	1,33	0,24
Traders Group	0,76	0,61	...	1,49	0,20	...
Services financiers Eaton	0,15	0,16	...	0,48	0,62	...
Total	6,42	10,17	15,30	13,08	23,88	33,60

	Autres prêts			Dépôts		
	1979	1984	1987	1979	1984	1987
Le Groupe Desjardins	2,89	5,06	7,29	5,14	6,82	7,86
Trilon Financial Corporation	...	1,59	3,58	...	3,60	6,15
Corporation financière Power	0,31	0,39	0,47	0,61	0,83	1,82
Central Capital Corporation	...	...	1,67	...	...	2,52
Groupe La Laurentienne	0,07	0,13	0,63	-	-	1,18
Crown Financial Group	0,18	0,25	0,22	-	0,02	0,10
Groupe Industrielle-Alliance	...	...	0,12	...	...	1,04
Metropolitan Life Insurance Co.	...	...	0,09	...	...	0,17
Financial Trustco	...	...	0,10	...	...	0,32
Les Coopérants	...	...	0,05	...	...	0,13
Groupe Prêt et Revenu	--	0,02	0,01	0,06	0,12	0,13
Traders Group	1,01	0,97	0,01	0,98	0,98	...
Services financiers Eaton	--	--	...	0,26	0,25	...
Total	4,47	8,41	14,24	7,06	12,62	21,42

1 À l'exclusion des avoirs des régimes de retraite en fiducie.

Source Tableau C-1 de l'appendice; *Revue de la Banque du Canada*, diverses années; Statistique Canada, *Institutions financières, statistiques financières*, n° 61-006, diverses années.

Tableau D

Part de l'actif détenu par les quatre plus grandes entreprises en terme de vente, 33 industries principales non financières, Canada, 1986

Secteurs d'activités	CR4
Agriculture, exploitation forestière et pêche	1,0
Mines	
Minéraux métalliques	58,7
Minéraux combustibles	28,3
Autres mines	18,7
Fabrication	
Aliments	16,8
Breuvages	30,3
Produits du tabac	99,0
Produits du caoutchouc	60,0
Produits du cuir	19,5
Usines de filature et de tissage	39,2
Usines de tricot	10,2
Industrie du vêtement	6,9
Industrie du bois	25,2
Industrie du meuble	8,1
Papier et produits connexes	39,2
Impression, édition et activités connexes	34,7
Métaux primaires	61,2
Produits métalliques	19,8
Machinerie	12,7
Matériel de transport	43,1
Appareils et matériel électriques	38,5
Produits minéraux non métalliques	22,5
Produits du pétrole et du charbon	67,8
Produits chimiques et produits connexes	26,2
Autres fabrications	10,9
Construction	2,4
Services publics	
Transports	57,4
Entreposage	70,4
Communications	72,0
Services d'utilité publique	73,8
Commerce	
Commerce de gros	10,6
Commerce de détail	16,7
Services (excluant les services financiers)	6,7

Source Statistique Canada, 1986, n° 61-210 - Cansim.

Notes

1 W. Krause et J. Lothian, « La mesure du niveau de concentration des sociétés du Canada », *L'observateur économique canadien*, Statistique Canada, janvier 1989.

2 À l'heure actuelle, il n'existe pas à notre connaissance de preuves empiriques concernant l'existence d'économies de portée.

3 Le risque non systémique est un risque diversifiable. Un portefeuille de titres ou une entreprise qui serait parfaitement diversifiée ne comporterait que du risque systémique, c'est-à-dire du risque non diversifiable lié à l'effet d'entraînement du système économique.

4 A. Mayrand, « Concentration et concurrence dans le secteur financier », Conseil économique du Canada, document n° 335, août 1987.

5 A. Mayrand, « Concentration et concurrence dans le secteur financier, » p. 11, août 1987.

6 Le coefficient de Gini se calcule comme suit :

$1 + (1/n) - [(2/n)(S_1 + 2S_2 + \ldots nS_n)]$ pour
$S_1 \geq \ldots \geq S_n$ et $\Sigma S_i = 1$, où S_i est la part d'actifs de l'entreprise i.

7 Pour une explication du choix des différentes années, voir A. Mayrand, 1987, p. 12.

8 Les renseignements quant au contrôle des institutions financières sont principalement fondés sur la publication de Statistique Canada intitulée *Liens de parenté entre corporations*, n° 61-517.

9 L'actif mondial est le critère d'évaluation qui est le plus approprié pour calculer la concentration du pouvoir politique et social puisque celui-ci dépend de l'importance globale de la firme, qu'elle soit locale, nationale ou multinationale. Les activités domestiques conviennent mieux à l'analyse par marché, car c'est

l'évaluation de la concentration sur les marchés canadiens qui nous intéresse.

10 « L'encadrement du système financier », un rapport de recherche préparé pour le Conseil économique du Canada, Ottawa, Approvisionnements et Services Canada, 1987.

11 À l'exclusion des avoirs de régime de retraite en fiducie.

12 Il faut noter que Montreal Trustco a été acquis par Bell Canada Entreprises en 1989.

Liste des graphiques et des tableaux

Graphiques

1 Part des groupes financiers diversifiés dans l'actif total, les prêts et les dépôts de l'ensemble du système financier, 1979, 1984 et 1987 16

2 Coefficient de Gini
Activités mondiales, liens de propriété évidents (sans SFA) : actifs, prêts hypothécaires, autres prêts et dépôts 42

3 Coefficient de Gini
Activités domestiques, niveau de propriété le plus élevé (sans SFA) : actifs, autres prêts et dépôts 43

4 Coefficients de Gini
Activités mondiales, niveau de propriété le plus élevé (sans SFA) : actifs, prêts hypothécaires, autres prêts et dépôts 43

5 Répartition des actifs des 50 plus grandes institutions financières, selon le type de propriété, 1984 et 1987 45

Tableaux

1 Importance relative des principaux groupes d'institutions financières, en pourcentage, 1967, 1979, 1984 et 1987 4

2 Nombre de banques, de sociétés de fiducie et de compagnies d'assurance-vie au Canada, 1967, 1979, 1984 et 1987 10

3 Degré de couverture de l'ensemble du système financier selon les différentes banques de données, 1967, 1979, 1984 et 1987 13

4	Indices de concentration dans le secteur financier, 1967, 1979, 1984 et 1987 - *Actifs totaux mondiaux - sans SFA*	20
5	Indices de concentration dans le secteur financier, 1967, 1979, 1984 et 1987 - *Actifs totaux mondiaux - avec SFA*	24
6	Indices de concentration dans le secteur financier, 1979, 1984 et 1987 - *Actifs totaux domestiques - sans SFA*	26
7	Indices de concentration dans le secteur financier, 1979, 1984 et 1987 - *Actifs totaux domestiques - avec SFA*	28
8	Indices de concentration dans le secteur financier, 1967, 1979, 1984 et 1987 - *Prêts hypothécaires totaux*	32
9	Indices de concentration dans le secteur financier, 1967, 1979, 1984 et 1987 - *Autres prêts - Activités mondiales*	34
10	Indices de concentration dans le secteur financier, 1979, 1984 et 1987 - *Autres prêts - Activités domestiques*	36
11	Indices de concentration dans le secteur financier, 1967, 1979, 1984 et 1987 - *Dépôts - Activités totales*	38
12	Indices de concentration dans le secteur financier, 1979, 1984 et 1987 - *Dépôts - Activités domestiques*	40
A	Données sélectives sur les caisses locales d'épargne et de crédit, 1979, 1984, 1987	48
A (fin)	Prêts hypothécaires, autres prêts et dépôts des caisses locales d'épargne et de crédit, 1979, 1984, 1987	49
B	Description des différentes séries de calculs effectués pour évaluer les niveaux de concentration, 1967, 1979 et 1987	50

C-1 Actifs totaux, prêts hypothécaires, autres prêts et dépôts des groupes financiers diversifiés, 1967, 1984 et 1987 56

C-2 Parts des groupes financiers diversifiés dans l'actif total, les prêts et les dépôts de l'ensemble du système financier, 1979, 1984 et 1987 60

D Part de l'actif détenu par les quatre plus grandes entreprises en terme de vente, 33 industries principales non financières, Canada, 1986 62